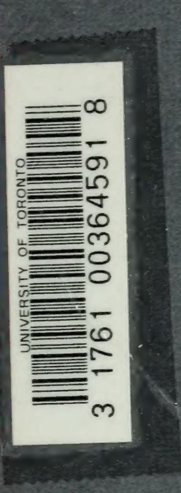


Verite sur le mouvement
revolutionnaire armenien ...



VÉRITÉ
SUR LE
Mouvement Révolutionnaire arménien
ET
les mesures gouvernementales

1916

CONSTANTINOPLE

—oOo—

JOURNAL DE GUERRE
DU
deuxième régiment d'Artillerie de forteresse russe
D'ERZÉROUM
depuis sa formation

jusqu'à la reprise de la ville par les Turcs,

le 12 Mars 1918

Traduit
du manuscrit original russe
1919

—oOo—

NOTES
d'un officier supérieur russe
sur les
ATROCITÉS D'ERZÉROUM

Traduit
du manuscrit original russe
1919

VÉRITÉ

SUR LE

Mouvement Révolutionnaire arménien

ET

les mesures gouvernementales

1916

CONSTANTINOPLE

Les arméniens ayant été de tout temps favorisés de la bienveillance et de la confiance du Gouvernement Impérial, la plupart d'entre eux occupèrent des places importantes dans le pays. Non seulement des postes élevés comme ceux de Directeur et de Sous-Secrétaire d'Etat leur furent confiés dans les différents Départements, mais ils furent même élevés jusqu'au rang de Ministre d'Etat. En outre, depuis le rétablissement de la Constitution la présence d'un Ministre arménien dans le Cabinet ottoman fut d'une pratique constante. Les arméniens profitant de l'attitude bienveillante et confiante du Gouvernement Impérial à leur égard, étaient devenus un élément important dans la vie économique de l'Empire et la plupart d'entre eux acquirent de grandes fortunes. D'autre part, l'élément arménien ne cessant de bénéficier de la protection tout particulièrement bienveillante du Gouvernement Impérial, obtint des concessions et privilèges qui ne furent jamais accordés à aucune communauté par n'importe quelle Puissance. De ce fait, ils parvinrent à instituer dans toutes les localités de l'Empire des écoles et des églises et conservèrent, de la sorte, leur langue nationale ainsi que leurs coutumes et traditions religieuses à l'instar des autres communautés chrétiennes de l'Empire.

Malgré cela l'élément arménien, établi dans l'Empire, n'a non seulement pas su apprécier les bienfaits de justice et de bien-être dont il jouissait, mais, tout au contraire, n'a pas manqué, ainsi que l'établiront les faits énumérés ci-après, de profiter de toute occasion pour créer des embarras et difficultés d'ordres intérieur et extérieur. Ainsi lorque en 1294 de l'Hégire (1878), à la suite de la guerre que l'Empire Ottoman a eu à soutenir contre la Russie, les troupes ennemies arrivèrent à San Stefano, le Patriarche Nersès Varjabetian s'empressa d'aller trouver le Grand Duc Nicolas, Commandant en Chef des Armées russes, et l'amena à faire insérer dans l'acte préliminaire de Paix, certaines clauses en faveur des arméniens; de même, lors de la réunion du Congrès de Berlin, ledit Patriarche ne se fit pas faute d'y envoyer une mission spéciale, en vue d'assurer l'insertion dans le traité de Berlin des clauses figurant dans celui de San Stefano. Par ces procédés, les arméniens ont tâché de s'assurer la protection de la Russie, ennemie de l'Empire; ils ont également essayé d'obtenir la protection de l'Angleterre, par une clause spéciale qu'ils parvinrent à faire introduire dans le traité de Chypre.

C'est à partir de cette date que les arméniens, forts du concours et de l'encouragement de l'Entente, ainsi que de leurs Agents dans l'Empire, fondèrent, en vue d'attirer l'attention de l'Europe sur eux, des sociétés secrètes sous les noms de «Hintchak» et de «Drochak» dont l'unique but était de fomenter et de provoquer, à toute occasion propice, des troubles dans les différentes parties de l'Empire et de travailler de la sorte, sans relâche, à détacher de la Monarchie les provinces orientales.

Cependant, le Gouvernement Impérial, après le rétablissement de la Constitution, exempt de tout esprit de parti pris, s'évertua à faire bénéficier indistinctement tous les sujets ottomans des droits politiques que le nouveau régime venait de proclamer et s'efforça tout particuliérement à satisfaire l'élément arménien.

C'est ainsi que le Gouvernement constitutionnel autorisa les Sociétés secrètes révolutionnaires Tachnak, Hintchak et Drochak fondées, comme il est dit plus haut, lors de l'ancien régime et dont les comités, sous le nouveau régime, s'étaient transformés, du moins en apparence, en partis politiques, à continuer ouvertement et en toute liberté leur activité et à se développer comme ils le désiraient; le Gouvernement Impérial, sincèrement soucieux de gagner la confiance entière de l'élément arménien, poussa la mansuétude jusqu'à tolérer que lesdits partis continuassent à conserver leurs attaches avec leurs sections établies à l'étranger. Or, les comités arméniens, interprétant mal la bienveillante tolérance du Gouvernement et l'attribuant plutôt à sa faiblesse qu'à sa bonté, ne manquaient pas d'agir dans le sens de leur programme fondamental: tous leurs efforts tendaient à la création, avec le concours et l'aide de l'Angleterre, de la France et de la Russie, d'une Arménie indépendante. Pour la réalisation de ce but, ils ne reculaient devant aucun moyen qui pût contribuer, en quelque sorte, à l'affaiblissement et à la décadence de l'Empire. Ainsi en 1908, au lendemain même du rétablissement de la Constitution, alors que le gouvernement se débattait dans des difficultés intérieures et qui trouvèrent leur expression dans le mouvement réactionnaire du 31 Mars, les arméniens, fidèles à leur programme, en profitèrent immédiatement pour provoquer le même jour les événements révolutionnaires qui ensanglantèrent Adana.

Pendant le guerre balkanique, ce furent toujours les arméniens qui agirent avec le plus d'hostilité envers leurs compatriotes musulmans établis dans la région de Rodosto; ce furent encore eux

qui, par des accusations mensongères, firent subir, à tort, à leurs concitoyens de douloureuses et cruelles épreuves.

Le Gouvernement Impérial ayant avant tout, à coeur le rétablissement du calme et de la tranquillité dans le pays, non seulement empêcha que ces actes d'hostilité et d'agression dus aux arméniens fussent ébruités parmi la population musulmane, mais encore prit-il soin de louer, par la voie des journaux, les faits et gestes de bravoure de ceux des officiers et soldats arméniens dans l'Armée, qui comparativement aux autres, s'étaient rendus utiles. C'est en usant de pareils procédés que le Gouvernement Impérial s'efforçait à dissiper un malentendu qui règnait entre les éléments musulman et arménien afin de faciliter, ainsi, l'introduction et l'application effective des réformes radicales dont il avait décidé de doter les provinces orientales.

Alors que d'une part, le Gouvernement Impérial s'occupait de préparer à l'intérieur le terrain pour l'introduction des réformes préconisées, il recourait, de l'autre, aux bons offices du Gouvernement Britannique en vue d'obtenir l'envoi d'inspecteurs généraux européens, ainsi que d'officiers de gendarmerie et de police.

Au moment où le pays, fortement éprouvé à la suite des revers essuyés pendant la guerre balkanique, travaillait à son relèvement, les arméniens déployèront toute leur activité à pousser l'Empire vers l'abîme, en vue de réaliser leur dessein d'ériger sur ses ruines une Arménie indépendante. Il est particulièrement regrettable d'avoir à constater qu'ils réussirent, par leurs agissements, à contrecarrer tous ces projets de réformes et de consolidation.

Tandis qu'ils s'adressaient à la Russie par l'entremise du Katholikos, ils entreprenaient d'autre part, Noubar Pacha en tête, une violente campagne pour amener une intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire. Auissi, arrivat-il que l'Angleterre, qui tout d'abord, avait acquiescé à la demande du Gouvernement Impérial d'envoyer des fonctionnaires spécialistes, cédant à la pression exercée par la Russie et à la campagne effrénée menée par certains organes de la presse étrangère, déclara ne pouvoir remplir sa promesse. Sur ce, l'intervention étrangère se manifesta dans des conditions aussi lourdes que pénibles.

Après sept mois de pourparlers, le Gouvernement Impérial fut contraint de faire venir des inspecteurs généraux étrangers que cette fois on lui imposait.

La Russie qui avait résolu la question macédonienne par le sang et par le feu, parvenait ainsi à créer une nouvelle Macédoine dans l'Anatolie Orientale. Lc comité central «Tachnakiste» par sa circulaire trés confidentielle en date du 5 Mars 1913, tombée entre les mains des Autorités Impériales, avisait ses différentes sections que les Gouvernements français, anglais et russe avaient décidé de de prendre en main la question arménienne aussitôt que la paix serait définitivement rétablie, et qu'ils étaient d'accord sur le principe d'introduire, dans les provinces considérées arméniennes, un régime spécial.

La circulaire, après avoir relevé que Poincaré à Paris, Edward Grey à Londres et Sassonow à St. Pétersbourg, ainsi que les représentants des trois puissances de l'Entente à Constantinople, ont recommandé au Comité de patienter et de se tenir sur l'expectative, poursuit ainsi: «Le Comité anglo-arménien à Londres qui a pris dans son sein plusieurs membres influents du comité balkanique, déploie pas mal d'activité. En effet, celui-ci vient de présenter aux chefs d'Etat des six Puissances ainsi qu'à leurs gouvernements respectifs un mémorandum pressant, dont une copie a été également envoyée à Mr Taft, Président des Etat-Unis. Il nous revient de bonne source que les Ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Russie ont reçu des instructions pour s'occuper de la question arménienne. Nous nous efforçons d'obtenir le concours des autres Gouvernements ou tout au moins l'assurance qu'ils ne soulèveront pas d'obstacles.»

La population musulmane qui se rendait bien compte que c'est aux menées des arméniens qu'elle devait la blessante ingérence étrangère dans les affaires du Pays, ne pouvait s'empêcher de ressentir à l'égard des ses compatriotes félons et traîtres une haine aussi naturelle que profonde.

Tel était l'état des choses lorque le Guerre générale éclata.

Les arméniens qui, de tout temps, considéraient les Puissances de la Triple Entente comme leurs protectrices, n'épargnèrent aucun effort et s'imposèrent toutes sortes de sacrifices pour assurer le succès de leurs armes et la défaite de la Turquie ainsi que de ses alliés.

Déjà, avant la participation du Gouvernement Impérial à la guerre, les comités arméniens avaient pris la décision de se tenir prêts et de suivre attentivement le développement des événements. Ils s'étaient convenus qu'aussitôt que le succés pencherait du côté

des armes ottomanes, de tous côtés des révoltes éclateraient, des massacres seraient commis, des incendies allumées et la retraite serait coupée aux armées turques; que les soldats arméniens déserteraient avec armes et bagages et formeraient des bandes pour mener une guérilla et contribuer ainsi aux succès des forces russes, afin d'amener la défaite de l'armée Impériale et d'obtenir comme résultat final la création d'une Arménie indépendante. En vue de la réalisation et de l'exécution de ce plan, les Puissances de l'Entente ont prêté, par tous les moyens dont elles disposaient, leur concours le plus efficace aux arméniens en les armant et en les encourageant dans leurs desseins. Pour se faire une idée du degré de l'activité déployée par les arméniens dans le but de commettre des actes révolutionnaires on n'a qu'à parcourir la correspondance émenant de différents membres des comités arméniens, correspondance dont la lecture est suffisamment édifiante.

Pour ce qui est de l'influence que les Puissances de l'Entente exerçaient de tout temps sur les arméniens et les encouragements qu'elles leur prodiguaient, il suffit de recourir aux déclarations officielles de certains hommes d'Etat. Celles-ci, jointes aux diverses correspondances relatées ci-aprés, constituent des preuves manifestes à cet égard.

Déjà, un mois avant l'entrée de la Turguie en guerre, le Tzar, dans un manifeste qu'il leur adressait, invitait les arméniens, sujets ottomans, à se soulever; les passages suivants dudit manifeste sont tout particulièrement significatifs:

«Arméniens, l'heure de vous affranchir du despotisme et de l'esclavage qui pèsent sur vous depuis cinq siècles et dont certains de vous sont encore victimes, a sonné.

«Sous le sceptre du Tzar, joignez-vous à vos frères de sang afin de bénéficier de tous les bienfaits de la liberté et de la justice.»

Un certain Abraham Tourabian, parlant au nom du comité de recrutement de volontaires arméniens, dans une adresse responsive y relative (voir le journal «La Tribune de Genève» du 22 Novembre 1914), dit entre autres, ces phrases dignes de mention et que nous avons tirées d'un texte arménien: «Le Tzar de toutes les Russies et le Roi d'Arménie, réjoui du spectacle de deux cent mille baïonnettes arméniennes, c'est-à-dire d'une véritable armée consciente de son devoir, parle en notre faveur.

Les arméniens se rappelent avec une profonde reconnaissance que la France a toujours défendu leur cause. Je suis convaincu que la France ne nous considérera plus comme les victimes pitoyables du massacre général datant d'hier mais comme un peuple guerrier qui sait lutter et mourir au nom de la civilisation.

L'Arménie qui, après avoir fait continuellement la guerre pendant cinq siècles, était tombée sous l'esclavage perpétuel des barbares, répond à l'heure du danger, vibrante de bravoure et avide de liberté, à l'appel du Tzar, avec la fierté qui caractérise sa race et dit: Majesté, me voici prête!»

L'Indépendance Roumaine, dans son numéro du 12 Février 1915 rapporte qu'il ressort des déclarations faites par Sassonow que le dernier accord turco-russe constitue un acte historique par lequel le Gouvernement Ottoman reconnaît la situation particulière de la Russie dans les questions arméniennes et que par conséquent la Russie, après la guerre saura en profiter. De même, Mr. Sassonow, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture de la Douma, a affirmé que les arméniens sont en train de lutter de concert avec les forces russes contre l'Empire Ottoman. Lors des débats qui se déroulèrent à la Chambre des Lords, Lord Cromer a déclaré que «l'un des buts poursuivis dans cette guerre, est la délivrance de l'Arménie du jug turc» Et le Gouvernement anglais s'associa à cette déclaration.

Un rapport en date du 24 Décembre 1912 No. 63. adressé par le Consul de Russie à Bitlis à l'ambassadeur Tcharikoff donne une idée de l'activité des comités arméniens et notamment de celui des Tachnaks. Vu l'intérêt que ce rapport présente, en voici quelques passages: «Le comité Tachnakiste déploie une grande activité et use de toute son influence pour gagner l'opinion publique arménienne en faveur de la Russie. La Société dont il s'agit, travaille avec ténacité pour provoquer des rencontres entre les éléments arménien et musulman et amener ainsi l'intervention russe et l'occupation du pays par les troupes russes. Dans ce but, les Tachnaks ont recours à différents moyens. C'est ainsi qu'ils tâchent de provoquer des échauffourées entre les Musulmans et troupes ottomanes d'une part, et les arméniens, de l'autre afin de semer la peur et la terreur dans le pays. Les arméniens, tant citadins que villageois, y compris leurs chefs religieux, manifestent sans cesse leur sympathie envers la Russie. L'attitude des membres Tachnakistes, ainsi que les

sentiments qu'ils professent à l'égard de la Russie, sont une conséquence des instructions qui leur sont transmises par le Comité central de Constantinople.»

Au huitième congrès Hintchakiste qui s'est réuni le 7 Septembre 1913, les décisions suivantes ont été prises:

«Dorénavant, on aura recours aux moyens révolutionnaires. C'est sur cette base qu'il sera procédé à la transformation des membres des sièges et succusales dans les différentes parties de l'Empire. Afin de pouvoir diriger et suivre de près le mouvement révolutionnaire, le siège central sera transporté en Bulgarie.»

Dans un article paru le 11 Septembre 1914 dans le journal «Arev» publié à Bakou sous le titre «En présence de minutes importantes» il est dit: «Un terme doit être mis à la question des arméniens ottomans. Il faut que cette pénible tragédie dans laquelle un peuple laborieux se débat depuis tant d'années et de siècles, cesse enfin. Nos ancêtres sont parvenus à préserver de la destruction une nation contre l'univers entier et ont réussi à la faire vivre jusqu'aujourd'hui, ils ont su défendre contre les agressions dont nous avons été l'objet du côté de l'Asie, les qualités et vertus morales de l'arménisme à tel point que c'est grâce à cela que nous comptons encore parmi les nations bien que nous soyons aujourd'hui politiquement faibles et dans une situation modeste. Devons-nous donc maintenant nous retirer avec déshonneur? Ou bien faut-il nous assurer dès à présent un avenir convenable? Telle est la question qui se pose à notre génération en ce moment important.»

Voici encore des extraits d'une lettre responsive adressée par un certain Archak Tchobanian, notable arménien habitant Paris, au Comité «Hintchak Réformé» aux Etats-Unis. «Vous me demandez des conseils sur la ligne de conduite à suivre; je vous en remercie. La question la plus importante est la Sainte Guerre actuelle. C'est d'elle seule, que nous tous, nous devons nous occuper. Toutes les autres questions, en dehors de celle-ci, sont de celles qui peuvent être réglées plus tard; les arméniens qui sont éparpillés à travers le monde doivent de toutes leurs forces travailler au succés des Puissances de l'Entente. L'Allemagne et ses alliées sont condamnées à disparaître; une ère de renaissance va s'ouvrir. Vous devez travailler à en profiter. Les arméniens de Paris ont fourni un grand nombre de volontaires à l'armée française et le nombre de ceux qui s'y inscrivent va en grandissant. Déployez vos efforts pour expédier également de l'Amérique des volontaires à l'Angleterre et à la France, nous en recueillerons le fruit.»

Le journal arménien «Bahag» paraîssant à Providence (Etats-Unis d'Amérique), dans son numéro du 24 Décembre 1914, dit que les «arméniens de Russie, prenant en considération la gravité de la situation, font preuve de loyalisme et de fidélité à l'égard de la Russie et déploient tous leurs efforts pour la victoire de cette dernière et la délivrance des arméniens de Turquie. Dans les différentes localités du Vilayet de Van, le mouvement révolutionnaire a déjà commencé. Partout où l'Armée russe fait son apparition, les arméniens se soulévent en armes, procurant ainsi aux forces russes qui s'avancent toutes espèces d'appui et de soutien.»

Les extraits suivants du journal «Hintchak» du mois de Décembre 1914 (organe et porte-parole du comité central Hintchakiste social démocrate) valent d'être cités: «Le comité social démocrate hintchak, poussé par les événements politiques actuels, descend des montagnes de Taurus et des confins de l'Arménie au champ de bataille en sonnant le cor de combat et de rèvolution pour noyer dans le sang la tyrannie ottomane.

«Dans cette lutte gigantesque qui met en question l'existence des nations, les arméniens vont réunir toutes leurs forces matérielles et morales, et, en brandissant l'épée de la révolte, prendront part à la guerre générale. Comme alliés de la Triple Entente, et en particulier de la Russie, ils coopéreront avec tous les moyens révolutionnaires et politiques dont ils disposent, à la victoire des alliés en Arménie, en Cilicie, au Caucase et à l'Azerbaidjan, se laissant guider par leur patriotisme et remplissant ainsi leur devoir envers eux-mêmes et envers la civilisation.

«Alors, en avant, camarades ! Au travail ! Ecrasons, par notre mort, la mort qui menace l'Arménie ! Pour que l'Arménie vive et vive éternellement.»

Le journal roumain «Diminietza» a reproduit dans sont numéro du 11 Juin 1915, l'appel lancé par le comité central du parti arménien S. D. Hintchakiste sous le titre «Pour l'Autonomie de l'Arménie», et publié dans l'«Humanité» de Paris, dont voici quelques passages remarquables: «La nation arménienne, dès le premier jour de la guerre, eut l'audance de faire cause commune avec les alliés. C'était un spectacle épique et digne de tous les éloges de voir une nation martyrisée depuis des siècles, oubliant ses rancunes contre l'Europe et se préparant à se sacrifier, les armes à la main, pour la cause de la civilisation.

«Présentement 80.000 soldats arméniens combattent sous le drapeau russe contre les armées austro-allemandes et 40.000 les armées turques. Ce n'est pas tout. Plus de 10.000 volontaires arméniens, venus de toutes part, versent leur sang sur le front russo-turco-persan pour la réussite des armes alliées.»

Le même journal, dans son numéro du 21 Juillet 1915, insère la déclaration de la section du comité Hintchakiste de Bucarest que voici: «Aussitôt après le congrès, on effectuera également le recensement de l'Arménie autonome. Le comité exécutif et les sections du parti Hintchakiste ont organisé en Angleterre, en Egypte, en Russie et en France des corps de volontaires. Les volontaires Arméniens à Paris se sont fait avant leur départ, photographier devant les Invalides. Le lendemain, les journaux français ont relevé les vertus de ces derniers. Le Secrétaire d'Etat au Foreign Office, Sir Edward Grey, dans une allocution qu'il a prononcée à cette occasion, a déclaré que les arméniens en constituant après la guerre actuelle, une arménie autonome réaliseront l'idéal qu'ils poursuivent depuis longtemps.»

Ainsi qu'il ressort des documents et publications dont des extraits succints ont été reproduits ci-haut les arméniens, tout en travaillant d'une part à la création d'une Arménie indépendante,— projet dont la réalisation est conforme aux principes posés dans le programme tracé avant la guerre, — déploient, d'autre part, tous leurs efforts pour assurer la victoire des armes des Puissances de l'Entente. Quant à ces dernières, elles ne perdent aucune occasion à pousser les arméniens à la révolte, afin d'occuper ainsi des forces ottomanes dans l'intérieur du Pays.

Bien que ces intrigues fussent ourdies au vu et au su du Gouvernement Impèrial, celui-ci s'abstint d'exercer une pression quelconque ou d'adopter des mesures répressives contre les arméniens jusqu'au jour où éclata la révolte de Van vers la mi-avril de l'année 1331 (1915) de l'Hégire. Il est nécessaire de relever que quelques mois avant cet évènement, S. E. Enver Pacha avait prévenu le patriache arménien que, comme il ne lui serait pas possible de disposer pendant la guerre d'un nombre suffisant de gendarmes et de forces militaires pour le maintien de l'ordre et de la sécurité dans le pays, il se verrait obligé, dans le cas où les arméniens tenteraient de provoquer des révoltes, de prendre les mesures les plus rigoureuses pour étouffer, dans son origine, tout soulèvement ou acte révolutionnaire, et ce, en vue d'assurer la tranquillité et la défense du Pays. Le Président de la Chambre des Députés n'avait pas manqué pour sa part de tenir un langage analogue aux députés arméniens affiliés aux comités arméniens.

L'élément arménien se trouvait donc ainsi averti, tant par l'entremise du clergé que par celle des notables arméniens, des conséquences funestes que pourrait avoir tout mouvement insurrectionnel. Cependant en dépit de ces avertissements et recommandations, les arméniens n'ont pas cessé de déployer leur activité révolutionnaire. C'est ainsi que la majeure partie de la jeunesse arménienne, appelée sous les armes pour remplir le service militaire a non seulement, déserté mais, munie d'armes distribuées par la Russie, s'est jointe aux forces ennemies pour attaquer la mère patrie. Les jeunes arméniens massacrèrent les populations musulmanes des régions frontières où l'ennemi avait réussi à pénétrer. Les arméniens restés dans les différentes parties de l'Empire poussèrent, de leur côté, l'audace jusqu'à commettre des actes de révolte et fomenter des troubles.

Le commandant de l'Armée Impériale ayant constaté que les arméniens faisaient cause commune avec les forces ennemies, se vit forcé, en vue d'assurer les derrières de ses troupes, d'ordonner le transfert vers le sud de l'élément armenien établi dans des localités considerés comme zones militaires.

Ainsi qu'il a été déjà exposé, dès le lendemain de la constitution, les Comités révolutionnaires arméniens, agissant librement sous forme de partis politiques, avaient réussi à introduire dans leurs organisations presque tous les arméniens et à créer des sections dans toutes les parties du Pays. C'est pourquoi le Gouvernement Impérial qui se trouvait en présence d'une organisation révolutionnaire s'étendant sur le pays entier, s'est vu obligé de prendre des dispositions en conséquence.

Les assertions d'après lesquelles ces mesures auraient été suggérées à la Sublime Porte par certaines Puissances étrangères sont absolument dénuées de fondement. Le Gouvernement Impérial, fermement résolu à maintenir son absolue indépendance, ne pouvait naturellement admettre aucune immixtion, sous quelque forme que ce soit, dans ses affaires intérieures fût-ce même de la part des amis et alliés.

D'ailleurs, ainsi qu'il sera loisible de le constater par ce qui suit, des bombes, des armes prohibées, des documents et écrits révolutionnaires furent saisis lors des prequisitions faites dans toutes les localités de l'Empire, où l'élément arménien est plus ou moins dense. C'est par ces agissements que les arméniens ont placé le Gouvernement Impérial dans la nécessité d'adopter des mesures aussi rapides qu'efficaces.

Quelques uns des actes révolutionnaires perpétrés par les arméniens sont briévement exposés ci-après:

Vers la fin de l'année (1914), des gendames furent assaillis à main armée à Mouche et à Hizan.

Les communications entre Van et Bitlis furent interrompues et les fils télégraphiques coupés. Des bandes composées de déserteurs et de brigands arméniens attaquèrent l'hôtel du gouvernement à Zeïtoun, et tentèrent d'exterminer la population musulmane, sans épargner les femmes et les enfants.

Lors des perquisitions opérées à Césarée, dans les cimetières, églises, écoles et autres lieux appartenant aux arméniens, les Autorités Impériales ont découvert des bombes, des armes, de la poudre, des clés pour chiffrer leur correspondance secrète, des instructions pour les bandes révolutionnaires et d'autres documents. Il a été prouvé que le vicaire arménien se trouvait à la tête de ce mouvement, et les inculpés ont avoué d'autre part, que les bombes saisies étaient destinées à obtenir l'indépendance arménienne.

Le 11 Mars 1331 (1915), une bande arménienne, retranchée dans le monastère Téké, dominant la ville de Zeïtoun, a ouvert le feu sur un détachement de gendarmerie qui s'approchait du monastère. Le commandant du détachement ainsi que les gendarmes qui l'accompagnaient furent tués.

Dans le même mois de Mars, une révolte arménienne éclata dans commune de Timar dépendant de Van. Le mouvement s'est propagé ensuite aux cazas de Guevache et de Chtak. Dans la ville même de Van le mouvement insurrectionnel a été encore plus violent; d'importantes parties de la ville furent incendiées; des centaines de personnes, tant militaires que civiles, assassinées. C'est ainsi que le Times du 8 Octobre 1915, enregistrait que les arméniens, armes en main, avaient réussi à reprendre la ville de Van et qu'à la bataille de Sari-Kamiche avaient pris part, de nombreux arméniens ottomans. Vers la même époque, plusieurs bandes arméniennes commandées par des officiers russes venant de Russie et de Perse ont tenté de franchir les frontières ottomanes. Ces bandes étaient munies de drapeaux portant ces inscriptions : «les arméniens sont délivrés» et «l'Arménie est libre».

Après une courte résistance, la ville de Van fut occupée par les russes et les arméniens. La population musulmane restée dans la ville fut impitoyablement massacrée.

Des bombes, de la dynamite, des armes, des uniformes de gendarme, de trompettes militaires et des milliers de déserteurs ont été saisis à Diarbékir, Sivas, Souchehri, Merzifon et Amassia. Le Gouvernement Impérial qui, ne voulant pas soulever dans les circonstances actuelles une grave question d'ordre intérieur, s'était tenu dans l'expectative sans aviser à aucune mesure répressive s'est vu, à la fin, forcé d'adopter les mesures — plutôt préventives que répressives — propres à enrayer ces menées révolutionnaires. En vue de mettre un terme à cette activité criminelle, il a dissous les comités arméniens et a ordonné la fermeture de leurs sièges tant à Constantinople que dans les Provinces. D'autre part, afin d'empêcher les arméniens se trouvant dans les zones militaires de créer des difficultés au Gouvernement Impérial et à l'armée ainsi que d'enlever aux bandes arméniennes toute possibilité de massacrer les populations musulmanes et, enfin, en vue d'assurer les communications de l'Armée Impériale et prévenir de la sorte tout coup de main, le transfert des arméniens habitant les zones militaires dans d'autres localités fut décidé. Le Gouvernement Impérial se serait borné à ces mesures si les arméniens n'avaient pas étendu leur activité révolutionnaire jusqu'aux champs d'action de l'Armée Ottomane; mais, au commencement du mois de Juin de l'année courante, les arméniens ont, subitement, et, sans motif aucun, attaqué la ville de Charki-Kara-Hissar et incendié les quartiers musulmans. Huit cent insurgés s'enfermant dans la citadelle de la ville, n'ont pas même voulu prêter oreille aux conseils paternels et aux propositions conciliantes des Autorités Impériales. Il ont causé la mort de 150 personnes parmi lesquelles le Commandant de la Gendarmerie. Presqu'à la même date, les Autorités Impériales, à la suite des perquisitions opérées. découvrirent des bombes et des armes prohibées à Ismid, Ada-Bazar et Baghtchédjik.

Pendant le bombardement d'Héraclée par la flotte russe, il a été constaté que les arméniens d'Ismid et Ada-Bazar, changeant subitement d'attitude, se livrèrent à l'espionnage en faveur de l'ennemi. Dans quelques endroits, ils formèrent même des bandes et attaquèrent les Musulmans.

A Brousse et dans ses dépendances les mêmes fait se produisirent avec plus de violence. Le Gouvernement Impérial a été ainsi amené à éloigner les arméniens habitant ces endroits dans des localités plus sûres.

A Marache aussi, les déserteurs et les comitadjis arméniens se sont révoltés .

Dans le vilayet d'Angora, à Bogazlayan, de fortes bandes arméniennes ont assailli les Musulmans. Avant leur transfert, les arméniens ont cherché à détruire les maisons et les villes qu'ils quittaient en provoquant de grands incendies.

A Ourfa, dans la nuit du 6 Septembre de l'année courante, des arméniens abrités dans des maisons solidement bâties et dominant la ville ont ouvert le feu contre les patrouilles de gendarmerie, et ainsi un mouvement révolutionnaire des plus violents a éclaté. Les arméniens ayant réussi à occuper les institutions appartenant à des étrangers, ont opposé une vive résistance aux agents de la force publique attaquant les quartiers musulmans environnant et blessant et tuant de nombreuses personnes. Là-dessus, une force militaire suffisante fut envoyée sur les lieux, qui dispersa les insurgés et détruisit le 3 Octobre leurs repaires. Dans cette affaire, l'armée et la gendarmerie ont perdu 20 morts et 50 blessés. Grâce aux mesures rapides et énergiques adoptées par les autorités militaires, ce mouvement révolutionnaire a été étouffé sans que les étrangers et les institutions appartenant aux pays neutres ou ennemis, ainsi que les agents de ces premiers en eussent souffert. La répétition de pareils faits dans toutes les parties de l'Empire et la nécessité primordiale d'assurer la tranquillité intérieure et la défense extérieure du Pays ont rendu indispensable l'éloignement des arméniens des endroits où leur présence était considérée comme nuisible; c'est ce qui nécessita leur transfert en des localités plus sûres et hors de l'influence étrangère.

Pendant l'application de cette mesure, les arméniens furent parfois victimes de regrettables abus et violences; mais si deplorables qu'ils soient ces faits étaient inévitables à cause de l'indignation profonde des populations musulmanes contre les arméniens qui travaillaient par la révolte et la trahison à mettre en danger l'existence d'un pays dont ils étaient les nationaux.

Toutes les forces militaires du pays se trouvant sur les différents théâtres de guerre, les violences commises envers les arméniens ne purent pas être entièrement prévenues; néanmoins, des mesures générales furent édictées sans retard pour la protection de leur vie et de leurs biens. C'est ainsi qu'un bataillon de gendarmerie fut attaqué pendant qu'il cherchait à protéger un convoi d'arméniens qu'il accompagnait et plusieurs gendarmes ont même été tués par la population furieuse.

Le Gouvernement Impérial a promulgué une loi spéciale pour la sauvegarde des biens appartenant aux arméniens transférés, et il a chargé de l'application de cette loi des commissions composées de fonctionnaires capables et expérimentés. Il a également envoyé des commissions d'inspection qui enquêteront sur les lieux et déféreront aux cours martiales tous ceux dont la culpabilité aura été établie.

Ces commissions ausitôt qu'elles se mirent à l'œuvre, commencèrent à envoyer des rapports au sujet de leur activité. Voici en résumé le contenu d'un rapport reçu de la Commission d'enquête instituée à Sivas.

53 fonctionnaires ottomans civils, militaires, du fisc, de la police et de la gendarmerie ont été, avec les pièces judiciaires les concernant, déférés à la cour martiale pour abus de pouvoir dans l'exercice de leurs fonctions. Leur mise en jugement vient d'être ordonnée.

56 personnes parmi les fonctionnaires civils, les gendarmes et les militaires ont été condamneés par la cour martiale d'un mois de prison à 3 ans de travaux forcés et au payement de différentes amendes pour abus et conduite illicite lors du transfert des arméniens. Quelques uns desdits gendarmes ont été, en outre, radiés des cadres de la gendarmerie.

47 officiers et soldats de l'Armée Impériale, ainsi que des officiers de gendarmerie et des gendarmes sont sur le point de comparaître devant la cour martiale pour différents délits.

34 individus ont été condamnés pour les mêmes motifs par la cour martiale à des peines variant d'un mois de prison jusqu'à 3 ans de travaux forcés ainsi qu'au paiement de différentes amendes suivant la gravité de leurs délits.

4 individus ont été traduits devant les tribunaux pour vols et usurpations.

Les Gouvernements de l'Entente voyant que le mouvement arménien qu'ils avaient fomenté ne pouvait plus aboutir au résultat qu'ils en espéraient, cherchent actuellement à se poser en protecteurs en, demandant la cessation de cet état de choses.

En réalité, ainsi que nous venons de l'exposer, le Gouvernement Impérial a pris toutes les mesures possibles pour la protection de la vie et des biens des arméniens dont les lieux de séjour ont été changés, et il n'a jamais cessé de respecter leurs droits légaux.

Comme il a été expliqué plus haut, le déplacement des arméniens de certaines régions où leur présence pouvait menacer la liberté d'action de l'Armée Impériale et troubler la tranquillité du pays fut jugé nécessaire uniquement par les Autorités civiles et militaires. Aucune mesure coercitive ne fut édictée par le Gouvernement Impérial contre les arméniens jusqu'à la date de leur révolte armée qui eut lieu à Van et dans les autres zones militaires, dans le courant du mois de Juin de l'année 1915 et après qu'ils eussent fait cause commune avec l'armée ennemie. En conséquence, les déclarations et les publications des hommes d'Etat et de la presse des pays ennemis d'après lesquelles une politique spéciale, inspirée par les circonstances actuelles, serait suivie en Turquie en vue d'anéantir l'élément arménien ou que, sous la poussée du fanatisme, un mouvement aurait été organisé contre tous les chrétiens de l'Empire, ne forment qu'un tissu d'absurdités.

Ce sont seulement les Puissances de l'Entente qui, dans le but de faire éclater une révolution dans l'intérieur du Pays et mettre par ce fait l'Armée Impériale dans une situation difficile, ont encouragé et excité les arméniens à se soulever contre l'Etat en faisant miroiter à leurs yeux les perspectives attayantes d'une Arménie indépendante.

Et ce n'est qu'avec le rêve d'atteindre leur idéal national, que les malheureux arméniens se sont jetés dans cette lutte gigantesque. Les mesures forcément adoptées à leur égard ne sont que la conséquence de leurs propres œuvres et de celles qui les ont encouragés.



JOURNAL DE GUERRE
DU
deuxième régiment d'Artillerie de forteresse russe
D'ERZÉROUM

depuis sa formation

jusqu'à la reprise de la ville par les Turcs,

le 12 Mars 1918

Traduit
du manuscrit original russe

1919

AVERTISSEMENT

L'original en russe de ce récit historique, qui constitue le journal de guerre du deuxième règiment d'artillerie d'Erzéroum, se trouve dans les dossiers.

Quoique certains passages de ce journal rélèvent les atrocités commises par les Arméniens envers les Musulmans, il est recommandé à ceux qui voudraient se mieux documenter sur l'opression et les iniquités si cruellement infligées aux Turcs, de consulter les mémoires du Lieutenant Colonel Tverdo Khlébof, commandant du 2ème Régiment d'artillerie de forteresse russe à Erzéroum ainsi que la brochure basée sur ces documents, récemment édités.

Vers le milieu du mois de décembre 1917. l'armée russe du Caucase s'était retirée du front de sa propre initiative et sans l'autorisation ni de ses chefs ni du haut commandement. Le régiment d'artillerie de forteresse d'Erzéroum partit avec le reste de l'armée et il n'y resta qu'une quarantaine d'officiers appartenant à ce régiment ou à la position de Devé-Boynou. Ces officiers étaient restés par devoir à la tête des batteries que leurs hommes avaient abandonnées. Plus de quatre cents canons se trouvaient dans les forts et, vu l'impossibilité de les déplacer, on les y avait forcément laissés. Quant à ces officiers, afin de sauvegarder leur honneur militaire, ils attendaient de leurs chefs ou l'envoi de nouvelles troupes ou l'ordre d'abandonner également les canons. Les officiers, qui étaient restés du ler régiment après le départ de celui-ci, formèrent le deuxième régiment d'artillerie de forteresse d'Erzeroum. Les Arméniens de cette ville profitant de la retraite de l'armée russe, s'étaient révoltés et avaient constitué une ligue arménienne sous le nom de «Ligue Militaire Arménienne.» C'est à cette date-lâ que le commandement de l'armée affecta quatre cents d'entre eux tout à fait étrangers au service militaire, à ce, deuxième régiment. Une partie de ceux-ci déserta et quant au reste ils ne purent que servir comme sentinelles ou comme gardes des batteries.

Quelque temps avant la retraite de l'armée russe, les guerres intestines avaient commencé dans le nord du Caucase. Les communications de la Russie avec la Transcaucasie se trouvaient ainsi interrompues, et le gouvernement provisoire constitué à Tiflis, avait pris le nom de «Commissariat de Transcaucasie». Ce gouvernement se déclara faire partie intégrante de la Russie et représenter provisoirement le gouvernement central jusqu'au retour des choses à la situation normale. Le Commissariat de Transcaucasie, décréta le 18 Décembre 1917, la formation d'une nouvelle armée pour remplacer celle qui s'était retirée. Cette nouvelle force devait, sur la base du principe des nationalités, former des corps d'armée russes, géorgiens, musulmans et arméniens et avoir des unités recrutées parmi les petites peuplades circasiennes, assétines, ayssoures et autres.

Jusqu'à l'intervention d'une décision au sujet de la nationalité à laquelle devaient appartenir des artilleurs, la garde de la position fortifiée de Dévé-Boynou à Erzeroum resta composée de soldats arméniens, commandés exclusivement par des officiers russes. A l'instar du commandement, les cadres des formations d'artillerie étant également russes, personne ne pouvait prendre ces unites comme des forces arméniennes. D'ailleurs aucun ordre n'avait été donné

établissant que ces troupes étaient arméniennes. Ces formations ont toujours porté le nom russe. Nous avons toujours servi dans l'artillerie russe, touché notre solde du trésor russe et été sous les ordres de commandants russes. Il n'y avait au régiment qu'une église russe administrée par un pope russe et point d'église arménienne.

Deux mois s'étaient presque écoulés depuis la retraite de l'armée russe et ni aucune recrue ni aucune formation appartenant à diverses nationalités n'étaient venues à Erzeroum. La discipline n'avait pu s'établir au régiment. Les soldats désertaient, se livraient au pillage, et commencèrent bientôt à menacer les officiers et à leur désobéir ouvertement.

Le colonel Torkom, que j'ai appris être bulgare arménien, fut nommé commandant de la place d'Erzeroum. Vers la mi-janvier 1918, un des notables de cette ville, dont le nom m'échappe, fut assassiné et sa maison pillée par des soldats arméniens d'infanterie. Le commandant en chef Odichélidzé manda auprès de lui tous les chefs des troupes et exigea la découverte des assassins dans un délai de trois jours. Il déclara aux commandants arméniens spécialement que ce crime mettait en jeu l'honneur arménien et qu'il fallait enfin mettre un terme à l'insubordination de leurs soldats, et aux atrocités qu'ils commettaient, faute de quoi il se verrait dans l'obligation de distribuer des armes à la population musulmane afin qu'elle fût à même de se défendre. Le colonel Torkom répondit d'un air courroucé que les crimes et les vols commis par quelques brigands, ne pouvaient en aucune façon entacher la réputation de toute une nation et que tous les Arméniens n'étaient pas des brigands. Les officiers demandèrent alors au commandant en chef d'instituer une cour martiale et de faire appliquer le code pénal et la peine de mort envers les criminels. Il déclara qu'il procédait déjà au nécessaire; mais je ne sais si l'assassin a pu être découvert.

Si j'ai bonne mémoire, le 25 février le colonel Torkom, dans le but d'impressionner la population, organisa une révue de toutes les troupes cantonnées à Erzeroum et une salve de 21 coups de canon fut tirée à cette occasion. Pendant la cérémonie, Torkom lut un discours en arménien à l'adresse du général Odichélidzé. Aucun de nous ne connaissant l'arménien, nous n'en comprîmes naturellement rien. Nous apprîmes dans la suite qu'il y était question de la constitition de l'Arménie et de la prise en mains, par Torkom personnellement de l'administration. Dès que le commandant en chef eût

connaissance de la teneur de ce discours il éloigna Torkom d'Erzeroum. Nous en déduisîmes que le gouvernement ne voulait en aucune façon de l'indépendance arménienne.

J'ai souvent entendu dire qu'à plus d'une reprise, l'état-major avait déclaré que les armes, matériel et autres effets données, aux Arméniens soit au front, soit des dépôts d'Erzeroum et de ses environs, ne leur avait été confiés qu'à titre provisoire et ce, pour les conserver, faute d'autres troupes, mais à la condition expresse de les restituer immédiatement en cas de besoin. C'est sur ces entrefaites que l'on apprit que les Arméniens massacrèrent de la façon la plus sauvage les pauvres Turcs inoffensifs et sans armes d'Erzindjan et qui, à l'approche des troupes ottomanes, quittèrent cette ville et s'enfuirent vers Erzeroum.

D'après les informations parvenues au commandant en chef et les déclarations des officiers russes présents à Erzindjan lors du massacre, huit cents Turcs furent assassinés par les Arméniens qui n'eurent de leur côte qu'un seul mort. Il fut établi que les malheureux paysans turcs du village d'Ilidja, près d'Erzeroum, furent aussi massacrés.

Le 7 février, dans l'après-midi, les soldats et les hommes de la milice d'Erzeroum commencèrent à ramasser dans les rues un grand nombre d'individus et à les expédier vers une direction inconnue. Ceci attira mon attention et j'en demandais les raisons. On me répondit que l'on recrutait la main d'œuvre nécessaire pour le déblaiement de la voie ferrée des neiges qui la recouvraient. Vers les trois heures, un des officiers de mon régiment, le sous-lieutenant Lipisky, me téléphona que quelques soldats arméniens de la caserne avait amené cinq Turcs à la cour de cette caserne, qu'ils étaient en train de les battre et que, peut-être, ils finiraient par les tuer. Ayant essayé de les délivrer, cet officier se vit lui-même menacé par les armes et un officier arménien, présent à ce moment à la caserne, réfusa la proposition de sauver ces Turcs. Me faisant accompagner de trois officiers russes du voisinage, je m'empressai d'aller sauver ces malheureux. L'officier qui m'avait téléphoné et le maire d'Erzeroum, Stavroski, vinrent à ma rencontre et me dirent qu'ils étaient à la recherche d'un Turc de leurs amis, arrêté dans la rue par les Arméniens. Ils ajoutèrent que les soldats arméniens s'opposaient par les armes à leur entrée dans la cour de la caserne. Lorsque nous en approchâmes, nous aperçûmes une douzaine de Musulmans sortant de la caserne, attérés, et s'enfuyant de tous côtés. Nous parvînmes à en retenir un, mais nous ne pûmes causer avec lui

sans drogman. J'entrai sans difficulté à la caserne et demandai qu'on m'indiquât la place où étaient les gens ramassés dans les rues. On me répondit qu'aucun civil ne s'y trouvait; mais, en y faisant des recherches, je découvris près de soixante-dix Turcs enfermés dans le bain de l'édifice. La terreur se peignait sur leurs visages. Je me livrai tout de suite à une enquète et mis ces malheureux en liberté tout en faisant emprisonner six soldats que je compris avoir été les promoteurs de leur arrestation. Au cours de l'enquête, j'appris qu'un pauvre individu qui se tenait sur la toiture d'une maisons voisine, avait été tué à coup de fusil par un soldat arménien demeuré inconnu. Les documents concernant cette enquête et la liste contenant les noms des Turcs sauvés, disparurent malheureusement avec toutes mes archives officielles lors de la reprise d'Erzeroum par les Turcs, le 27 février. Mais on peur retracer les phases de ces événements en interrogeant les Turcs que' j'ai sauvés et qui me témoignent leur reconnaissance par des saluts affectueux, toutes les fois qu'ils me rencontrent. L'interpète Ali bey Pépénoff, au service du maire Stavroski, qui avait rédigé le procès-verbal de l'enquête, pourrait facilement reconnaître ces individus dont il avait dressé la liste.

A la fin de l'enquête, il fut établi que le sous-officier d'infanterie arménien Karagoudaïeff, attaché au régiment d'artillerie, avait été l'organisateur de ces actes et que pendant l'arrestation des Turcs chez eux, il avait fait enlever une grande partie de leurs meubles et effets par des soldats arméniens ayant déjà l'expérience de ces pratiques. Il fut écroué en même temps que ses hommes et le fait fut porté, vers le soir, à la connaissance du commandant en chef par le commissaire régional Zlatof et son adjoint Starovski. Ce même jour, les Arméniens avaient commis divers assassinats dans différentes parties de la ville et mis le feu au bazar turc.

Les meurtres étaient du reste quotidiens à cette époque, à Erzéroum et ses environs. Un jour, j'empoignai moi-même un Arménien qui avait assassiné un Turc près du fort de Tafta, et le livrai au commandant de la place. On racontait partout que des Turcs enrôlés comme ouvriers, disparaissaient sans laisser des traces. Les membres du Conseil de la Municipalité attira sur ce point l'attention du commandant en chef.

Les officiers supérieurs d'artillerie, parmi lesquels je me trouvais, avaient présenté collectivement une requête au commandant en chef, sollicitant l'autorisation de quitter la place forte vu que leur présence n'y était d'aucune utilité, et qu'ils ne voulaient pas

entacher leur honneur en restant spectateurs des atrocites arméniennes contre lesquelles ils ne pouvaient rien. Le commandant déclara avoir reçu une dépêche sans fil du général Véhib pacha, commandant de l'armée ottomane, lui annonçant l'occupation d'Erzindjan par l'armée ottomane et son intention de marcher en avant jusqu'à son entrée en contact avec les forces russes, comme seul moyen de mettre fin aux atrocités que commettaient les Arméniens contre la population de ces parages.

A la suite de cette avance, le Commissariat de Transcaucasie proposa la paix au gouvernement ottoman. La réponse parvenue par télégraphie sans fil portait que le commandant de l'armée ottomane acceptait avec plaisir cette proposition et qu'il l'avait transmise à son gouvernement pour les fins requises.

Le général Odichélidzé se mit en correspondance télégraphique avec le président du commissariat transcaucasien, Kététchkouri, et le commandant en chef, général Lébédinski, au sujet de notre demande. On lui communiqua en réponse qu'un ultimatum avait été adressé à l'assemblée nationale arménienne exigeant formellement la cessation des scandales des Arméniens, que la dite assemblée avait délégué le Dr. Zavrief et Antranik, pour mettre fin aux méfaits d'Erzeroum, et que, quant à la suite à donner à la requête des officiers, ceci dépandrait de l'accueil que le gouvernement ottoman ferait à la proposition de paix. Ceux-ci devaient par conséquent, jusqu'à nouvel ordre rester à Erzeroum. Ils remerciaient en même temps les officiers pour avoir jusqu'à lors accompli leur devoir et émettaient l'espoir que, en face du danger, devant lequel se trouvait encore la Russie, ils n'abandonneraient pas leur service jusqu'au dernier moment. Le commandant de l'armée, de son côté, dans un ordre du jour aux officers, leur recommandait de ne pas quitter leurs postes, ajoutant qu'il ne tolérerait en aucune façon qu'ils fûssent molestés ou déshonorés, ce à quoi il s'opposerait par tous les moyens en son pouvoir. Ce fut donc sur l'ordre du commandant russe et dans l'intérêt de la Russie que nous restâmes à Erzéroum. Nous apprimes sur ces entrefaites du commissariat de Transcaucasie que le gouvernement ottoman avait accepté la proposition de paix, et que les pourparlers commenceraient à Trébizonde le 17 février.

Le commandant de l'armée déclara verbalement à tous les officiers que, n'étant pas dans l'intention de se battre avec les Ottomans, on resterait à Erzéroum jusqu'à la signature de la paix et que, selon les conditions du traité, les armes et le matériel seraient

ou transportés en Russie ou entièrement livrés au gouvernement ottoman. Si, avant la signature de la paix, les troupes ottomanes tentaient de reprendre Erzéroum, les soldats et les officiers russes se retireraient en Russie, après, avoir détruit leur artillerie. Ils recevraient en tout cas des ordres formels dans ce sens, sept jours auparavant.

Jusqu'à ce que l'on eût décidé si les officiers resteraient ou non à Erzéroum, on se vit dans la nécessité d'adopter certaines mesures contre les attaques éventuelles des Kurdes; car le gouvernement ottoman avait déclaré officiellement, lors des pourparlers d'armistice que les Kurdes agissaient à leurs guise et n'écoutaient personne. Ce qui fit que, dès la fin de janvier, le commandement de l'armée résolut de poster un nombre suffisant de canons sur la ligne d'étapes Erzéroum-Erzindjan pour empêcher le pillage, par les Kurdes, des dépôts de vivres situés sur cette ligne. A cet effet, un officier, muni d'un ou de deux canons, fut placé à chaque étape. Lorsque les troupes arméniennes se retirèrent d'Erzindjan sur Erzéroum, ces canons furent aussi ramenés dans cette dernière ville. Vers le 10 février, les postes de «Buyuk Kérémitli» et «Surp Nichan» au-delà de la «Porte de Trébizonde» reçurent chacun, dans le même but, deux pieces d'artillerie, et il en fut de même de quelques autres points de défense de la ville. On allait également mettre des canons entre les portes de Kars et de Kharpout, pour prévenir les attaques des Kurdes du côté de «Palan Deukène». Mais ces canons, bons tout au plus contre l'attaque des Kurdes, n'auraient nullement pu tenir contre une armée régulière, munie d'artillerie. Aussi, vers le milieu de février, les canons se trouvant dans les positions éloignées, furent-ils démontés et les accessoires remises au dépôt central. La même mesure avait été prise pour les pièces postées dans les endroits plus proches. Quoique des ordres similaires aient été donnée pour les canons de Palan Deukène, ces ordres n'avaient pu cependant être exécutés. Il n'y avait que les canons destinés à repousser les attaques des Kurdes qui conservaient tous leurs accessoires. On ne s'attendait pas à une attaque prochaine des forces ottomanes que l'on croyait démoralisées et incapables d'agir avant l'été.

Le 12 février, des brigands arméniens, armés jusqu'aux dents, fusillèrent au su et au vu de tout le monde, près de la station du chemin de fer, une douzaine de Turcs. Deux officiers russes qui y étaient présents, essayèrent de sauver ces malheureux, mais ils furent eux-mêmes menacés par les armes et les pauvres Tucs furent exécutés.

Le 13 février. le commandant de l'armée proclama l'état de siége et institua une cour martiale avec ordre d'appliquer la peine capitale, conformément à l'ancienne loi. Le colonel Morel fut nommé commandant de la place forte d'Erzéroum et un Arménien eut la présidence de la cour martiale.

Le commandant en chef et le général Guérassimof, commandant de la place forte, quittèrent le même jour Erzéroum. Ils allaient désigner l'emplacement où l'artillerie devait se concentrer en cas de retraite. Je restais dans la ville en qualité de commandant de l'artillerie de la place forte. Le quartier général du colonel Morel se composait, en grande partie, d'officiers russes. Le chef d'état-major du régiment était le capitaine d'état-major Schneur.

Le colonel Morel prit une toute autre attitude après le départ du commandant en chef. Il déclara qu'Erzéroum serait défendu jusqu'à la dernière extrémité et qu'aucun officier ni aucun homme, en état de porter les armes, ne serait autorisé à quitter la ville. Au moment où je communiquais à la cour martiale les noms des officiers qui désiraient partir, un des membres de cette cour, Sohoumian, déclara d'une voix forte qu'il tuerait de sa propre main tous ceux qui voudraient quitter Erzéroum et, que, ceux qui le feraient en cachette seraient empoignés par les troupes arméniennes, postées à cet effet en force, entre Keupru-Keuy et Hassan-Kalé et déférés à la cour martiale. Je compris que nous étions pris dans un piége dont nous pourrions difficilement nous sauver et il devint dès lors manifeste que l'état de siège et la cour martiale avaient été instituées contre les officiers russes et non contre les bandits arméniens. En ville, l'oppression continuait comme par le passé. Le population turque qui, privée comme toujours d'armes et de défense, était en butte à toute espèce d'attaques, fut défendue, dans la mesure du possible, par les officiers russes qui étaient sous mes ordres, et dont plusieurs usèrent de force pour sauver les Turcs que l'on arrêtait et dépouillait dans les rues. Caraïeff, qui remplissait les fonctions d'agent technique, abattit lui même avec l'arme qu'il portait un Arménien qui s'enfuyait après avoir dévalisé publiquement un Turc. La promesse faite par les Arméniens de punir ceux qui assassinaient des gens paisibles et non armés, ne fut pas tenue.

Le cour martiale, craignant les Arméniens, n'en condamna aucun. Cependant ce furent ceux-ci qui demandèrent l'institution de cette cour; les Turcs eux, soutenaient avec insistance que jamais un Arménien n'en punirait un autre. Nous saisîmes ainsi la véracité du proverbe russe qui dit qu'un corbeau ne crève jamais les yeux

à son semblable. Les Arméniens, capables de porter des armes, prenaient la fuite sous prétexte d'accompagner leurs familles qui quittaient la ville. Le sous-officier Karagoudaïef que j'avais fait emprisonner, fut élargi sans mon autorisation et à mon insu. Lorsque j'en demandai le motif au Colonel Morel, il me répondit qu'une nouvelle enquête avait été faite et qu'elle avait établi l'innocence de cet individu. Or, moi et un ou deux de mes officiers étions les principaux témoins à charge des forfaits de Karagoudaïef et cependant persanne ne nous avait intérrogés le. Je fis faire alors une enquête et procéder à des interrogatoires, par le régiment même et en transmis le dossier au colonel Alexandrof.

L'assassin que j'avais moi-même fait arrêter à Tafta ne subit non plus aucune punition. Le colonel Morel commenca à craindre un soulèvement de la population turque d'Erzéroum. Le 17 février, Antranik arriva en cette ville. Le Docteur Zavarief, commissaire adjoint des territoires envahis, l'accompagnait. Ne nous étant jamais occupés des questions arméniennes, nous ignorions qu' Antranik était considéré par le gouvernement ottoman, comme un criminel et condamné à mort. Ce n'est qu'à la suite de mon entretien avec le commandant de l'armée ottomane, le 7 mars, que je l'appris.

Antranik était arrivé en costume de général de brigade russe. Il portait la quatrième classe de St-Vladimir, la croix de St-George de deuxième classe pour officiers et celle spéciale aux simples soldats. Son chef d'état-major, le colonel russe d'état-major Sinkievitch, l'accompagnait. Un jour avant l'arrivée d'Antranik à Erzéroum, le colonel Morel fit connaître au public la teneur de la dépêche qu il avait reçue d'Antranik, portant que des mitrailleuses avaient été postées à Keupru-Keuy pour anéantir tous les lâches qui quitteraient la ville. Dès son arrivée, Antranik prit en main le commandement de la place et le colonel Morel lui fut ainsi subordonné. Quant à nous, nous restâmes toujours sous le commandement du colonel Morel.

Le jour même de l'arrivée d'Antranik, j'appris par mon officier de Tépékeuy que, hommes femmes et enfants, toute la population de cette localité, comprise dans ma zone, avait été massacrée par les Arméniens. J'en informais Antranik dès ma première entrevue. Il y dépêcha en ma présence vingt cavaliers avec ordre d'arrêter ne fût-ce qu'un des assassins. J'ignore jusqu'aujourd'hui encore ce qui en est résulté.

Le colonel Torkom fit de nouveau son apparition et, un ou deux jours après l'arrivée d'Antranik, s'amena le colonel arménien d'ar-

tillerie Doulouhanof. Celui-ci me fit savoir au début, qu'il serait mon chef en qualité d'inspecteur d'artillerie. Je répondis qu'ayant les attributions d'un commandant de division, je n'avais pas besoin de chef et qu'autrement je me retirerais. Sur cela il fut déclaré que Doulouhanof était chargé de diriger l'artillerie de la place forte d'Erzéroum et celui-ci me communiqua ses décisions, non en son nom, mais en celui du commandant de la place, Antranik.

Le capitaine en second Djamboladian, Arménien, commandant du bataillon d'artillerie sous mes ordres avait eu aussi des velléités de s'immiscer dans mes affaires. Lorsque je fis savoir que les projecteurs et les dynamos de l'artillerie seraient expédiés à l'arrière, il me déclara que, comme les Arméniens resteraient dans tous les cas à Erzéroum, ceux-ci auraient besoin de tous ces appareils et qu'il ne saurait consentir à en enlever aucun. Il devenait dès lors évident que les Arméniens voulaient prendre le commandement entre leurs mains et ne laisser aux Russes que le rôle de personnel exécutif. Ils travaillaient à l'indépendance arménienne en se servant des Russes, mais s'efforçaient de ne pas se trahir, de peur que, les officiers russes, en les abandonnant, ils ne restâssent sans officiers. Les déclarations ci-après du capitaine Pliat, commandant intérimaire du septième bataillon d'artillerie de montagne du Caucase, prouvent combien les Arménient redoutaient le départ des officiers d'artillerie russes :

«En apprenant que le bataillon d'artillerie de montagne partirait le 7 février pour Sarikamiche, les Arméniens arrêtèrent, dès le 5, le commandant du parc d'artillerie qui, relâché par ordre du commandant de l'armée, fut de nouveau arrêté à trois reprises. Ils menacèrent de mettre Erzéroum à sang si les artilleurs quittaient la ville. Les officiers d'artillerie, qui avaient été détenus, furent mis en liberté par les soins des officiers du quartier général russe, d'ordre du commandant, qui finit par renoncer à leur départ.»

Il devint nécessaire de s'entendre avec le commandant du septième bataillon d'artillerie de montagne et nous décidâmes en secret de nous aider mutuellement si les Arméniens usaient de violence envers les officiers russes et exigeaient ouvertement que nous prêtions main forte aux intérêts arméniens. Comme force matérielle, nous avions entre nos mains des canons, des mitrailleuses et des officiers russes. Ceux appartenant aux règiments d'artillerie de montagne vinrent loger aussi près que possible les uns des autres et les officiers de l'artillerie de la place forte se groupèrent autour du quartier musulman où se trouvait, dès le début de l'occupation de la ville, notre quartier général.

Après l'arrivée d'Antranik la peur d'un soulèvement de la population d'Erzéroum redoubla dans le camp du colonel Morel. Celui-ci ordonna que les officiers russes capables se trouvâssent au fort Médjidié pour diriger le feu, si une révolte venait à éclater lorsqu'on arrêterait les promoteurs de l'insurrection, et il nous fut en outre intimé l'ordre de quitter le quartier musulman pour nous installer au quartier arménien. Ayant vécu depuis deux ans côte à côte avec les Musulmans, nous ne fîmes que rire à cette frayeur imaginaire des Arméniens. Les officiers d'artillerie russes répondirent d'une seule voix et en termes catégoriques qu'étant restés en service pour se battre contre un adversaire loyal et correct, il ne consentiraient jamais à faire feu sur des femmes et des enfants. Car, il ne restait plus de doute que les Arméniens allaient finir par exiger le bombardement du quartier musulman prétextant le soulèvement des malheureux Turcs.

Notre déménagement au quartier arménien était impossible pour plusieurs raisons : d'abord nous ne pouvions matériellement pas changer de domicile dans le délai prescrit. Ensuite, le départ des officiers russes du quartier musulman permettrait aux Arméniens de se livrer librement ici à des massacres. Enfin les officiers russes iraient se fixer dans un milieu arménien, ce qu'ils tenaient à éviter, vu leur méfiance envers les Arméniens. Les officiers du bataillon d'artillerie de montagne qui ne faisaient pas partie du cadre de la place forte, rejetèrent cette proposition. Les Arméniens se virent ainsi obligés de régler leurs affaires eux-mêmes et commencèrent à arrêter des gens sous provocation à la révolte. La proposition du colonel Morel de bombarder la ville m'ayant fortement impressionné, je crus urgent de conférer à ce sujet avec les officiers sous mes ordres. Nous tînmes à cet effet deux réunions à un jour d'intervalle. A la première assistèrent, en dehors de tous les officiers d'artillerie présents à Erzéroum, deux officiers anglais qui s'y trouvaient depuis quelques jours, les colonels Morel, Sinkievitch, Dolouhanof et Torkom. Antranik et le Dr. Zavarief.

En invitant les officiers anglais à cette réunion notre but était uniquement de leur faire constater de leurs propres yeux les rapports existant entre les officiers russes et le commandant arménien, de leur faire comprendre jusqu'à quelle mesure nos officiers pouvaient s'opposer à la sauvagerie des Arméniens afin que ces Anglais puissent à leur retour produire un document sur ce qu'ils avaient vu et constaté. N'ayant pas directement sous mes ordres ni de service télégraphique, ni téléphonique et sachant que les dépêches que j'expé-

diais n'étaient jamais transmises, j'exposai ouvertement tout ce que j'avais vu et appris au sujet de sauvageries arméniennes dans toute leur horreur et l'insubordination au plus haut degré de ces derniers, constatée par les évenements que m'avait racontés le commandant en chef Odichélidzé. Comme conclusion, je déclarai que les officiers russes étaient restés à Erzéroum par ordre de leurs supérieurs, pour servir la Russie et non pas pour couvrir de leur réputation et de leurs uniformes les atrocités arméniennes et que nous demandions qu'une fin fît mise à cette barbarie et scandale ou que l'on nous permit de quitter nos postes et de nous retirer.

Les officiers qui prirent la parole après moi, appuyèrent tous mes déclarations. Antranik répondit en disant que les arméniens étaient extrêmement reconnaissants à la Grande Russie dont ils formaient une fraction inséparable, qu'actuellement ils ne poursuivaient d'autre but que d'aider cette dernière, que ce qu'on qualifiait de massacres, n'était que la conséquence de l'inimité séculaire turco arménienne, qu'il était venu en personne à Erzéroum pour y assurer l'ordre et que s'il ne parvenait pas à se faire entendre des Arméniens et à empêcher les meurtres, il serait le premier à quitter la ville. Les délibérations se faisaient par l'intermédiaire d'interprêtes. A la question de savoir si les officiers qui le désiraient pouvaient quitter Erzéroum, Antranik répondit que ceux qui n'avaient pas assez de confiance dans leur courage, feraient mieux de s'en aller et qu'il se montrerait favorable à leur départ dans la mesure du possible. Le colonel Sinkiévitch déclara de son côté qu'il était convaincu qu'à Erzéroum on ne servait que la Russie et que c'est, pénétré de cette conviction que lui-même s'y trouvait. A la fin, les officiers décidèrent d'attendre une dizaine de jours pour voir jusqu'à quel point se réaliseraient les paroles d'Antranik et agir en conséquence.

Cette séance avait eut lieu le 20 ou 21 Février. Peu après qu'elle eut pris fin, le colonel Doulouhanof nous avoua avec surprise, à moi et à d'autres officiers russes, qu'il n'avait jamais imaginé que ceux-ci eussent une telle aversion pour les Arméniens. Le lendemain Antranik fit placarder des affiches en turc portant que les auteurs de tout assassinat perpétré, soit contre la personne d'un Turc, soit contre celle d'un Arménien, seraient à tout prix découverts et soumis à la même peine; que les Musulmans pouvaient sans aucune crainte rouvrir leurs magasins et s'occuper de leur négoce et si quelqu'un parmi ceux embauchés et expédiés comme ouvriers, disparaissait, tous ceux chargés de l'expédition et de l'embauchement en seraient tenus responsables et y repondraient de leur vie.

En traversant une rue à cheval, le lendemain, avec le capitaine en second Djamboladian, commandant d'un des bataillons sous mes ordres, nous vîmes quelques individus en train de lire ces affiches. Djamboladian leur expliqua en turc que si les Musulmans ne se soulevaient pas, les Arméniens ne leurs feraient aucun mal. Ils répondirent que depuis deux ans, les Musulmans n'avaient fait rien de mauvais et qu'ils n'avaient nullement l'intention d'en faire dans l'avenir, mais que, se trouvant sans armes et sans défense ils priaient qu'on les épargnât et qu'on ne les assassinât pas sans motif. Je leur fis dire par Djamboladian que j'étais commandant de l'artillerie russe, que ni mes camarades, les officiers russes, ni moi ne désirions que la population musulmane fut molestée et qu'à l'avenir, comme par le passé, nous la défendrions autant que nous pourrions. Beaucoup parmi ces Turcs, et particulièrement une ou deux personnes qui se rappelèrent avoir été sauvées par moi, lors des évènements du 7 Février, confirmèrent mes paroles. Djamboladjian était membre du comité arménien.

La seconde réunion se composa exclusivement d'officiers russes et du docteur Zavarief. On y fit ressortir que le deuxième régiment d'artillerie de forteresse d'Erzéroum n'appartenait point aux Arméniens, comme ceux-ci se l'imaginaient mais restait toujours un régiment russe; qu'aucun de ses officiers ne s'était inscrit ni n'avait l'intention de s'engager comme volontaire chez les Arméniens; qu'aucun de nous n'était à leur service et qu'en somme le Gouvernement devait établir d'une façon formelle si ce régiment était russe ou arménien; dans le premier cas nous envoyer des soldats russes dans le second, permettre aux officiers qui ne voulaient servir que dans l'armée russe, de quitter ce régiment et expédier à d'autres fronts ceux qui ne désiraient pas servir au Caucase. (La cour martiale ne manifesta d'activité que dans cette seule question à laquelle elle opposa une fin de non recevoir!) et qu'enfin, s'il était vrai, comme le bruit en courait, que la Transcaucasie se séparerait de la Russie, les officiers russes devaient absolument être licenciés pour les empêcher de demeurer ici dans la situation d'officiers étrangers. En base d'anciennes ordonnances, on décida que chaque officier pouvait recourir officiellement à ses supérieurs pour solliciter d'être mis à la disposition du Ministère de la Guerre, ou être transféré à l'un des corps d'armée russes Je déclarai que jappuierais les requêtes qu'on m'adresserait dans ce sens et les faire parvenir au département compétent.

Pendant ces délibérations, il fut cité le cas du capitaine en second Yermolof, du 7ème bataillon d'artillerie de montagne du

Caucase, qui refusant de s'enrôler dans un bataillon arménien, nouvellement formé, avait demandé son rappel. On avait taché de l'en dissuader, mais il insista. Le colonel Morel avait écrit alors au bas de la demande que cet officier n'étant pas apte au service, était mis à la disposition de l'état-major du front et on avait intimé à Yermolof l'ordre de quitter Erzeroum dans les vingt-quatre heures. Ainsi on perdait un officier dévoué, dont le seul tort avait été de n'avoir pas voulu servir dans les rangs arméniens, et qui s'était entaché pour avoir publiquement accusé le colonel Morel de se compromettre pour avoir ouvertement démontré qu'il servait les intérêts arméniens.

Le docteur Zavarief répéta dans cette séance les propos qu'avaient tenus Antranik et releva qu'il était de l'intérêt de la Russie que nous restions à Erzéroum jusqu'à la conclusion de la paix et que, comme officiers d'une nation civilisée, nous ne pouvions pas dire aux Arméniens : «Réglez vous-mêmes vos comptes avec les Turcs; égorgez-vous les uns les autres et que le diable vous emporte! Nous, Russes, nous n'interviendrons pas dans vos affaires intérieures!» Il ajouta que c'était pour nous un devoir d'humanité que de rester à Erzeroum et empécher le massacre des Musulmans. Ce discours n'eut pas l'effet voulu et, après la séance, le docteur lui-même reconnut qu'il ne restait plus aucun espoir de voir s'améliorer la situation et que peut-être la totalité des officiers s'en irait.

Dix jours après la reprise d'Erzeroum par l'armée ottomane, j'eus l'occasion de lire certains documents. Le docteur Zavarief y parlait ouvertement de l'autonomie à accorder aux Arméniens, mais, il était, d'avis que, pour cela, il fallait pouvoir profiter des services des officiers russes. Le docteur Zavarief qui avait rédigé ces pièces avant son arrivée à Erzeroum, s'était bien pénétré de l'état d'âme des officiers russes. Nous n'étions que des militaires et n'avions nulle envie de nous occuper de politique. Ce qui fit que Nous fûmes toujours indifférents à la guerre de partis arméniens.

Les promesses d'Antranik restèrent toujours à l'état de promesse. Le public n'y croyait aucunement. Les bazars demeuraient fermés. Tout le monde avait peur et on ne voyait personne dans les rues des quartiers musulmans. Une ou deux boutique aux abords de la Municipalité étaient les seules qui ouvraient pendant le jour et où quelques Musulmans s'y rencontraient. Aucun Arménien ne fut puni; aucun criminel arménien ne fut découvert Et comment pouvait-on punir des Arméniens innocents!!!! A cette

dernière remarque des Arméniens, les officiers russes relevaient qu'ils avaient arrêté beaucoup d'Arméniens coupables, mais qu'aucun n'avait été puni. On lui répondait par le silence. On ne put mettre fin aux meurtres, mais les assassins s'efforcèrent d'agir en cachette. Les crimes commencèrent à être commis dans les villages éloignés de la ville et loin des regards des officiers russes. Les Turcs des villages voisins disparurent et on ne put savoir ce qu'il en advint.

Les villages éloignés recoururent aux armes pour se défendre. Les arrestations en ville se multipliérent par peur de révolte. Je demandais au colonel Morel ce qu'étaient devenus les détenus s'ils ne couraient pas le danger d'être égorgés comme à Erzindjan et si leur vie était en sûreté. Il me répondit qu'ils se trouvaient sous la garde de patrouilles de confiance, qu'une partie était expédiée à Tiflis et que l'autre était retenue comme otage à Erzeroum.

Le service du ravitaillement commança aussi à présenter des irrégularités. Quand on demandait du beurre pour le régiment d'artillerie, l'employé de l'intendance, un Arménien, n'en donnait pas; tandis que si le sergent-major des compagnies arméniennes d'électricité en voulait, on lui en fournissait tout de suite, vu ses anciennes relations avec Antranik. Sous prétexte que celui-ci détenait tout le sucre de la ville en vue d'en faire une distribution équitable, nous ne parvenions jamais à en avoir quand nous en faisions la demande. Les officiers russes qui voyageaient en suivant la ligne d'étapes se plaignaient des privations qu'ils enduraient en route. Les officiers arméniens, par contre, trouvaient partout un gîte et des aliments chauds. Vers le milieu de février, on affecta aux officiers d'artillerie deux wagonnets pour le transport de leurs effets et de leurs familles. L'état-major avait consenti à en accorder encore trois, mais, dès qu'il eût quitté Erzeroum, la question traîna en longueur. On s'adressa à cet effet au colonel Sinkiévitch. Le fonctionnaire arménien, à qui la demande fut référée, déclara ne pouvoir y donner suite avant deux jours, lorsque, sous les yeux des officiers, toute espèce de moyens de locomotion étaient mis à la disposition des fuyards arméniens.

Sur les chemins, ces fuyards armés assassinaient tous ceux qu'ils rencontraient, soit par peur, soit pour les voler. Il devenait ainsi extrêmement dangereux d'expédier les familles et les effets sans escorte, mais de nouvelles troupes n'arrivaient pas et le peu de soldats d'infanterie dont on disposait n'obéissaient plus à personne. Avant l'arrivée d'Antranik, les compagnies d'infanterie

refusaient d'aller au front. On put ensuite les y expédier, mais elles désertèrent d'une façon scandaleuse et ce n'est qu'à coups de sabre ou de poing qu'Antranik pouvait, les ramener à leurs postes. Quant aux uniés détenues de force sur le front par les officiers russes, elles s'étaient transformées en petites bandes.

Antranik avait peut-être des talents d'administrateur militaire; mais les ordres qu'ils transmettaient par le colonel Dolouhanof me surprenaient par leur absurdité.

Les Arméniens, Antranik en tête, avaient mis tout leur espoir dans l'artillerie russe. Mais ils ne songeaient pas que pour tirer avantage des canons de place forte, il fallait des soldats instruits et un nombre suffisant de fantassins exercés et disciplinés. Leur but principal était, comme les évènement l'ont prouvé, de pouvoir s'enfuir sous la protection de nos canons.

Les pourparlers de paix à Trébizonde, étaient continuellement ajournés. Fixés d'abord au 17 Février, ils furent remis au 20 et puis au 25. Nous apprenions ces nouvelles par l'état major des troupes d'Erzéroum. Les deux quartiers généraux que nous avions, dans cette ville, se trouvaient distants l'un de l'autre. Le téléphone de celui de la place forte étant détérioré et presque inutilisable, j'étais obligé de me rendre au second deux fois par jour. Les renseignements pris auprès du colonel Morel et de son état-major m'apprirent qu'il n'y avait pas de troupes régulières ottomanes aux environs d'Erzéroum et que l'on ne se battait qu'avec des bandes kurdes et des villageois armés parmi lesquels il était resté quelques soldats exercés de l'armée ottomane lorsque celle-ci s'était retirée d'Erzéroum en 1916.

On supposait que soit ces bandes, soit les groupes de paysans et soldats, avaient été organisés par des officiers ottomans venus dans ces parages, spécialement pour la défense des Musulmans. Les assaillants ne possédaient en tout que deux canons de montagne abandonnés par les Arméniens à Erzindjan. Ils pouvaient attaquer dans la direction d'Erzindjan, d'Olti et de Fem, aussi bien que du côté de Kars et de Palan Deukène. Mais, on ne sait pourquoi le colonel Morel pensait qu'on n'attaquerait que du côté d'Olti. Le service de reconnaissance était très mal fait par les Arméniens. Les cavaliers affectés à ce service passaient leur temps à assassiner et à dépouiller les paysans. Leurs rapports étaient entiérement controuvés et fictifs. Les forces ennemies ayant attaqué les patrouilles de reconnaissance, présentées comme étant de deux mille

hommes, se trouvaient en réalité être inférieures à deux cents. Les éclaireurs qui prétendaient avoir été cernés par trois, quatre cents ennemis, ne se gênaient pas d'ajouter qu'ils n'avaient eu qu'un mort et un blessé. Uu jour un officier arménien annonça par téléphone qu'un détachement de quatre cents hommes avait commencé à attaquer sa position. En réalité, il n'y avait eu que deux paysans sans armes sortis d'un village voisin et qui y rentrèrent bientôt. Pendant tout le temps qui s'écoula entre l'abandon d'Erzindjan par les Arméniens et la reprise d'Erzéroum par les Turcs, les patrouilles arméniennes n'amenèrent qu'un seul captif, un malheureux soldat da cavalerie qui, très probablement, avait les pieds gelés et ne pouvait marcher sans l'assistance d'un camarade.

Après la deuxième réunion d'officiers, quelques uns d'entre eux avaient sollicité leur transfert à d'autres unités. Lorsque je présentais leurs requêtes au colonel Morel, celui-ci s'emporta et déclara que, par décision de la cour martiale, il s'opposerait par la force à leur départ. Je lui fis observer que les canons se trouvant encore entre les mains des officiers russes, il se pourrait que ceux-ci répondissent à la force par un feu d'artillerie et qu'il faudrait accéder à leur demande, attendu qu'ils n'abandonnaient pas leurs postes mais sollicitaient légalement un transfert. Morel me dit alors qu'il délivrerait à chaque officier partant un certificat, dans le genre de celui qu'avait eu le capitaine en second Yermolof, et que ceux qui voulaient entacher leur réputation n'avaient qu'à essayer. Je rappelais à Morel les propos que le colonel Dolouhanof avait tenus à Tiflis et à Batoum disant qu'il n'avait rien à attendre d'officiers maintenus à leurs postes contre leur gré, et celui-ci me répondit que, sur sa demande, on lui avait promis l'envoi à Erzéroum d'une soixantaine d'officiers anglais d'artillerie.

J'appris sur ces entrefaites qu'un militaire russe ou polonais, remplissant les fonctions de chef de gare à Erzéroum, avait été emprisonné pour n'avoir pas voulu continuer son service et maintenu par force à son poste. Sous prétexte de pouvoir exécuter promptement des ordres donnés mais en réalité pour pouvoir parer à toute éventualité, j'enjoignis aux officiers l'ordre de se loger aussi près que possible les uns des autres afin de pouvoir se porter mutuellement secours le cas échéant.

Le capitaine en second Yermolof était parti le 25 février. Je lui recommandais de s'arrêter à Sari-Kamiche pour exposer au

général Vichinsky, Chef de l'état-major, et au général Guérassimof, commandant de l'artillerie, notre mauvaise situation au milieu des Arméniens et les prier de nous sauver.

Le 24 Février, un aéroplane ottoman opéra quelques reconnaissances aux environs d'Erzéroum. J'en déduisis que les forces turques se trouvaient déjà à Erzindjan et peut être même à Mama-Hatoun. Le colonel Morel me dit alors avoir reçu des Turcs la proposition écrite d'évacuer Erzéroum. Après l'occupation de la ville par les forces ottomanes, j'appris du commandant du corps d'armée turc Kiazim bey, que cette proposition avait un caractère défini et avait été faite par une lettre portant sa propre signature. Le colonel Morel ne lui attribua aucune importance et tâcha de me tromper en faisant passer cette lettre comme un document anonyme de propagande.

Les 24 et 25 Février, l'état-major de la place forte annoça que le front ne courrait aucun risque. Dans les parages de Tekké-Déressi, seulement, des Kurdes se concentraient. On détacha contre eux quelques troupes qui empêchèrent leur mouvement en avant. On recontait, d'autre part, qu'un second détachement expédié d'Erzéroum avait refoulé l'ennemi à quelques verstes au-délà d'Ilidja. Mais le 26 Février le détachement arménien de Tekké-Déressi fut cerné; celui d'Ilidja fut battu, et tous ceux qui purent s'échapper de ces deux détachements, s'enfuirent vers Erzéroum.

J'avais reçu du colonel Morel l'ordre verbal de faire feu avec mes canons sur les assaillants, mais il n'y en avait d'aucun côté et on ne voyait partout que des soldats arméniens fuyant en panique vers Erzéroum à travers la chaussée de Kharpout. Sur la chaussée de Trébizonde, par contre, les troupes arméniennes opéraient leur retraite sur Erzéroum, en masses serrées, avançant comme sur un champ de manœuvres. L'après-midi, on apprit que des troupes ennemies se trouvaient autour du village de Guèz. Je les évaluais à mille cinq cents hommes. Ils présentaient l'aspect d'un régiment bien dirigé et non pas de bandes d'irréguliers kurdes. Mais, les quelques cavaliers qui les encadraient leur donnaient un peu la forme de détachements réguliers kurdes. L'aspect, par contre, des Arméniens, qui battaient en retraite était pitoyable et leur état désespéré. Tantôt ils se déployaient en tirailleurs sur une petite étendue, et tantôt ils avançeient par petits groupes, l'air effaré et la frayeur peinte sur leurs figures. Pour mettre un peu d'ordre dans ce bouleversement, Antranik alla jusqu'à la ligne de tirailleurs et parvint à la faire un peu avancer. Mais les peureux erméniens, une fois

à terre ne se relevaient plus. De notre côté, le feu d'artillerie continua jusqu'à la tombée de la nuit.

Dès que commencèrent les attaques des bandits kurdes et que nous fumes occupés à les repousser, tous officiers russes renoncèrent à partir et s'efforcèrent de remplir leur devoir avec zèle pour ne pas être accusés de lâcheté.

Je compris ce jour-là les idées que les Arméniens nourrissaient à l'égard de l'artillerie. Ceux qui étaient chargés de la garde de la batterie de Buyuk-Kérémitli, ne purent être envoyés en avant. Au contraire ils abandonnèrent leurs batteries et reculèrent vers la porte de Kharpout. Les Arméniens qui fuyaient du village de Tekké Déressi, emportaient en partant, le bétail des environs et assassinaient les gens sans armes qu'ils rencontraient.

L'approche des Turcs vers Erzéroum avait eu lieu dans un moment inattendu par l'état-major russe. Aucun ordre de combat ne nous avait été donné à cet effet, ou du moins s'il l'a été, il ne m'est jamais parvenu. Lorsqu'au dehors, les clairons sonnaient l'appel aux armes et le signal d'alarme, j'avais appris qu'on avait antérieurement assigné à chaque section d'infanterie la place qu'elle devait occuper. Mais cet ordre non plus n'était pas arrivé jusqu'à moi.

Ma tâche était très simple; prendre l'ennemi sous le feu de mes canons pour l'empêcher de dépasser la ligne des forts. Dans les positions avancées il y avait, avec l'infanterie, des canons de montagne qui n'étaient pas sous mes ordres.

Ce jour-là, et jusqu'au soir, les milices de la ville (arméniennes) arrêtèrent, sans discontinuer tous les Musulmans de la ville y compris les vieillards et les malades. Ils prétendirent les enrôler comme ouvriers pour enlever la neige de la voie ferrée. J'appris le soir qu'un Arménien étudiant, d'une université, s'était présenté chez moi avec une patrouille pour y opérer soi-disant des recherches. La porte de mon logement portait mon nom. Sur l'opposition de ma famille, il n'osa ni pénétrer dans la maison, ni amener un vieux turc qui en était le propriétaire, ni nos quelques domestiques kurdes, mais il se contenta de vomir un flot d'injures. L'étudiant déclara que tout ceci se faisait d'après les ordres d'Antranik. Je fis percer une porte entre mon logement et l'habitation de mon propriétaire turc pour que celui-ci pût se réfugier chez moi si jamais on revenait le chercher.

Les derniers temps, toutes les fois que j'allais m'entretenir avec Antranik ou son état-major j'emmenais toujours avec moi le capitaine Julkévitch, directeur de la section de mobilisation, pour qu'il fût témoin de mes repports avec les sus-nommés. Un soir, nous allâmes avec ce dernier à la réunion des officiers. Nous remarquâmes que la séance avait déjà commencé avant notre arrivée. Antranik, le Dr Zavarief, les colonels Sinkiévitsh, Morel et Dolouhanof et quelques autres y prenaient part. Dès qu'on nous aperçut, le colonel Sinkiévitch donna lecture de la dèpêche suivante du commandant Odichélidzé:

«Le commandant de l'armée ottomane, Véhib pacha, ayant informé par télégraphie sans fil que ses forces ont reçu l'ordre d'occuper Erzéroum, les canons de la place forte devront être détruits et les troupes retirées.»

Signé : ODICHÈLIDZÉ

Cet ordre étant parvenu un peu tard, nous ne pûmes accomplir l'œuvre de destruction qui aurait exigé deux à trois jours.

Antranik emporté, blasphémait et vociférait en arménien. Le docteur Zavarief tâchait de le calmer et nous traduisait ses paroles· «Au lieu d'expédier dix à quinze mille hommes, disait-il, à l'intention des chefs arméniens, pour conserver Erzéroum, ils sont restés à l'arrière et ont anéanti ainsi la nation arménienne et l'Arménie. Des quelques miliers d'Arméniens qu'on a sous la main, aucun ne veut aller au front. Maudits soient leurs chefs !» s'écria-t-il.

Antranik nous fit connaître sa décision qui consistait à tenir encore deux jours à Erzéroum et à ne l'évacuer qu'après y avoir causé toutes les destructions possibles. Il se déshabilla ensuite comme s'il n'y avait eu personne dans la chambre, et mit au lit.

Les incendies qui éclataient dans différentes parties de la ville n'étaient pas éteints et les milices enlevaient, pendant la nuit, jusqu'aux vieillards et aux malades musulmans pour les expédier vers des destinations inconnues. J'en parlais au docteur Zavarief qui me dit que des ordres avaient été donnée pour éteindre les incendies et ne pas arrêter les Musulmans. Dans mes précédants entretient avec le docteur, il me répetait souvent qu'en sa qualité de membre du gouvernement, il desirait ardemment qu'aucune irrégularité ne fut commise et qu'il consacrait tous ses efforts à atteindre ce but. J'entendais les mêmes paroles répétées par d'autres intellectuels arméniens Je ne sais quels sentiments

intimes ceux-ci pouvaient nourrir, mais il est indéniable qu'il y en avait parmi eux qui blâmaient ouvertement toute idée de meurtre et de pillage et le docteur Zavarief devait connaître mieux que moi l'idéal arménien.

Après quelques délibérations sur la façon d'appliquer la décision d'Antranik, chacun rentra chez soi. Les positions avancées et le nombre des défenseurs dont on disposait étaient à même de défendre la ville non pas deux, mais quarante deux jours et ce, non seulement contre les kurdes, mais même contre des forces régulières. Le gouvernement turc ayant officiellement déclaré, lors des pourparlers d'armistice, qu'il ne pouvait se faire entendre de Kurdes, nous étions obligés de prendre toutes les mesures pour parer à une attaque de ces derniers.

Le soir, en regagnant mon logis, je remarquais que les incendies avaient été éteints et que le désordre avait cessé. Je donnai les instructions nécessaires pour la destruction des canons. Ceci pouvait être fait en deux jours; mais j'appris par les rapports de mes officiers que à la faveur de la nuit, les soldats d'infanterie abandonnaient les tranchées. Après beaucoup de difficultés, je pus me mettre en communication téléphonique avec le colonel Morel et lui transmis mes informations. Il me répondit que les dispositions nécessaires ayant été prises et des renforts expédiés, il n'y avait aucun danger à craindre.

Entre deux et trois heures du matin, quelques coups de feu furent tirés dans la ville et, à l'instar de ce qui se passa les jours précédents, on commença à distinguer dans les rues des voix arméniennes, des coups de hâche et le bruit portes que l'on brisait et des gens que l'on emportait. Deux pensées me préoccupaient : 1° celle de voir des officiers russes compromis avec les Arméniens par ceux qui, ne voyant pas de leurs propres yeux les sauvageries des bandits arméniens, **(champions de la liberté !!)** pouvaient s'imaginer qu'elles étaient autorisées par ces officiers; 2° que des troupes régulières ottomanes pouvant se trouver parmi ceux qui attaquaient la ville, et la décision, l'ordre et le désir du commandant en chef étant d'évacuer Erzéroum et non pas de se battre avec les troupes régulières, quelque malentendu n'ait pu surgir. En présence de ces deux éventualités, je décidai d'aller de bon matin voir le colonel Morel et lui proposer: 1° Dans le ces où il ne se sentait pas à même d'arrêter le banditisme des Arméniens, de diriger une partie de nos canons sur ces derniers pour les y mater, au besoin, par le feu; 2° de dépêcher des parlementaires auprès des forces ottomanes pour leur notifier que toute

opération militaire serait suspendue et la ville évacuée et remise dans l'espace de deux jours sans effusion de sang; et, enfin, pour empêcher les Arméniens de se livrer à des massacres pendant l'évacuation, de former, sous le commandement d'officiers russes, des détachements où il n'entreraient pas d'Arméniens. Je me rendis à l'aube chez le colonel, en compagnie du capitaine Julkiévitch. En route nous rencontrâmes devant le dépôt de munitions d'artillerie le sous-lieutenant Bagradonian. Il me dit que la retraite ayant été ordonnée, il voulait mettre le feu aux munitions, mais qu'il fallait pour cela un ordre de ma part. Cela me surprit. Car le dépôt de munitions dépendait du colonel Dolouhanof. Néanmoins comme une explosion nuirait à la population autant qu'aux officiers russes et que les artilleurs n'avaient reçu aucun ordre dans ce sens, je parvins à en dissuader le sous-lieutenant et à sauver les munitions.

En approchant du quartier général du colonel Morel, je vis que tout le monde fuyait. Vis-à vis, la maison du Consul d'Amérique était en flammes. Les colonels Morel et Torkom étaient à cheval. Ils avaient chargé leurs effets sur automobile et quelques voitures et étaient prêts à partir. Il était sept heures du matin. Je demandai ce qui se passait. On me répondit qu'à cinq heures l'ordre de retraite avait été donné et qu'il était incompéhensible qu'il ne me fut pas encore parvenu. Ce que je redoutais arriva: Tandis que les officiers russes pointaient eux-mêmes leurs pièces et s'efforçaient d'arrêter les assaillants, les Arméniens à l'arrière, se livrérent au massacre et prient ensuite la fuite. Sans mon arrivée aucun officier russe n'aurait eu connaissance de l'ordre de retraite. On me fournissait le moins de détails possible sur les évènements, tout en me communiquant d'un autre côté, un tas de circulaires et d'ordres relatifs à des questions qui ne me concernaient en rien.

Ma première idée en cette circonstance fut de courir au fort Médjidié pour envoyer par des chrapnels un salut et des remerciements aux braves Arméniens !! qui, émmitouflés dans de grosses jaquettes de protection contre les balles, fuyaient vers la chaussée de Kars pour échapper aux coups de feu. Mais j'y renonçai de peur de faire du tort aux innocents qui auraient pu se trouver au milieu des fuyards, beaucoup de gens étant restés avec leurs familles à Erzéroum.

C'est ainsi que, dupes des conquérants Arméniens!! les officiers russes n'avaient pu détruire leurs canons. Nous retournâmes au quartier général. En route nous rencontrâmes un tas de fuyards arméniens qui, de frayeur, avaient perdu la tête. Les chemins, encom-

brés de leurs meubles et effets, étant impraticables, nous prîmes par des rues moins fréquentées. On y entendait des clameurs et des fusillades sans apercevoir ce qui se passait au delà. Les tâches de sang qui se voyaient sur la neige, faisaient supposer qu'un combat se livrait dans ces parages. Nous rebroussames chemin et, arrivés à un carrefour, nous descendîmes de notre voiture et avançâmes à pied. L'Arménien commandant la milice débouchait à cheval d'une ruelle et sa vue raffermit mes suppositions.

Arrivé au quartier général, je donnai ordre à mes batteries d'effectuer leur retraite en même temps que l'infanterie et je recommandai de mettre des chariots à la disposition des officiers d'artillerie. J'appris que les charretiers au service des transports avaient tous pris la fuite dans la soirée. Des déserteurs arméniens, armés de pied en cap, avaient détellé les voitures et, se mettant à deux sur chaque cheval, s'étaient acheminés vers Kars. Ils avaient tenté d'enlever également les chevaux de ma voiture; mais mon cocher s'y étant opposé, ils avaient fait feu et blessé l'une des bêtes sans toutefois emporter l'autre. Sur cinquante voitures, que comprenait notre service de transport, nous ne pûmes en utiliser que deux ou trois dont quelques officiers profitèrent pour partir à la hâte avec leurs effets. Il y aurait eu peut-être possiblité de tirer parti de quelques autres moyens de transport; mais les fuyards arméniens dans leur peur faisaient feu à tort et à travers et, pour nous préserver de leurs balles, nous fûmes obligés de chercher refuge dans les maisons. Les Turcs nous assurèrent qu'ils nous protégeraient nous et nos familles, des attaques des Kurdes. Du reste si, sans prendre garde aux balles que les Arméniens faisaient sottement pleuvoir, nous avions persisté à avancer, nous n'aurions pu passer par la porte de Kars que détenaient les Turcs. Le capitaine en second Mitrophan, qui en était tout près, n'avait pu la traverser et s'en était retourné.

En apprenant peu après, l'entrée des forces ottomanes dans la ville, nous sûmes que les assaillants se composaient de troupes régulières et non pas seulement de Kurdes. La courageuse infanterie arménienne!! profitant de l'obscurité avait fui pendant la nuit vers la chaussée Erzéroum-Kars, avec la rapidité de l'orage. Un véritable orage n'aurait pu, en si peu de temps, nettoyer Erzéroum de la souillure arménienne.

Ni dans la ville, ni dans les tranchées, on ne trouva d'Arméniens blessés ou tués, ce qui démontre la tenacité de leur défense!! Le fait que les prisonniers faits par les Turcs à Erzéroum, étaient principale-

ment des officiers russes, témoigne également combien grands étaient les sacrifices faits par les Arméniens!!

Dès que j'appris l'occupation d'Erzeroum par les troupes ottomanes, je m'adressai à celles-ci avec mon aide-de-camp pour signaler notre présence. Ce n'est qu'à ce moment là que j'appris la conclusion de la paix entre la Russie et la Turquie. Les Turcs que je rencontrais en chemin me serraient la main, me remerciant de les avoir sauvés. Ils témoignaient la même reconnaissance aux autres officiers russes; car, sans eux, les forces ottomanes n'auraient trouvé aucun Turc à leur entrée à Erzeroum.

Pétrone, le Romain, écrivait: «Les Arméniens sont des hommes, mais ils marchent chez eux à quatre pattes.»

Et le poête russe Lermontof disait: «Tu es esclave, tu es couard, tu es Arménien!»

Commandant ad interim provisoire
de la position de Dévé-Boynou
(forteresse d'Erzéroum)
et commandant du deuxième régiment d'artillerie de forteresse
d'Erzéroum
Lieutenant Colonel
TWERDO KHLEBOF

NOTES

d'un officier supérieur russe
sur les

ATROCITÉS D'ERZÉROUM

—oOo—

EXTRAIT DES MEMOİRES
du
Lieutenant Colonel TWERDO KHLEBOF,
Commandant du deuxième régiment d'Artillerie
de forteresse russe,
qui a tenu garnison à Erzéroum
jusqu'à la reprise de la ville par les Turcs,
le 27 Février 1918

Traduit
du manuscrit original russe

1919

AVERTISSEMENT

Ce document décrit et met à nu, dans toute son ampleur,les atrocités commises sur la population musulmane des districts d'Erzindjan, d'Erzéroum et sur celle habitant les deux côtés de la route Erzindjan - Erzéroum. Le manuscrit original en russe de ce document, écrit par le lieutenant - colonel Twerdo Khlébof, se trouve dans les dossiers.

L'animosité, qui, de tout temps a éxisté entre Arméniens et Turcs, ne s'est jamais manifestée avec autant de violence que dans cette guerre générale. L'antipathie des Arméniens pour les Turcs est connue de longue date. Secondés par leur religion et leur civilisation, ils ont toujours réussi à se faire passer comme une nation opprimée et vouée à l'anéantissement.

Mais les Russes qui ont eu relativement l'occasion de les mieux connaître, s'en sont faits une opinion toute différente et les ont trouvés plutôt turbulents, avides, avares et parasites. Le paysan russe les a jugés aussi tout autrement et j'ai souvent entendu à nos troupiers dire : «Quelle fameuse nation que les Arméniens! Les Turcs ont eu raison d'eux, mais ils n'ont pas pu les détruire entièrement. Ils auraient dû les tuer jusqu'au dernier!!»

Les Arméniens servant dans l'armée russe ont toujours été considérés en tout comme les derniers parmi les troupes. En effet ils ont toujours préféré les services secondaires et insignifiant, afin d'être loins du front. Les nombreux cas de désertion et les blessures qu'ils se faisaient volontairement, dès le début des hostilités, confirment l'opinion que l'on s'est fait d'eux, Mais tout ce que J'ai moi-même vu et entendu pendant les deux mois qui ont précédé la reprise d'Erzeroum par les Turcs, dépasse tout ce que l'on peut imaginer de mauvais sur leur compte.

Lors de l'occupation d'Erzéroum par les Russes en 1916, on n'avait laissé approcher de la ville et de ses environs aucun Arménien. Tant que le général Kalnine, chef du 1 er Corps d'Armée, resta comme Commandant de cette région, les unités ayant des Arméniens dans leurs rangs n'y furent point expédiées. Mais avec la Révolution, toutes les mesures antérieures ayant été supprimées, les Arméniens se ruèrent sur Erzeroum et ses environs et commencèrent aussitôt à piller la ville et les villages, et à en massacrer les habitants. La présence des Russes empêcha toutefois les Arméniens de se livrer publiquement à ces atrocités et ce n'est qu'en cachette que se perpétraient le brigandage et le meurtre.

En 1917, le comité exécutif révolutionnaire d'Erzeroum, composé principalement de soldats, commença à opérer partout des perquisitions, sous prétexte de ramasser les armes de la population. Les recherches, qui n'étaient nullement régulières, dégénérèrent bientôt en pillage. Ce pillage fut exécuté sur une vaste échelle par les soldats, mais ceux qui s'y adonnèrent avec le plus d'ardeur furent les soldats arméniens, peureux à la guerre.

Un jour que je traversais la ville à cheval, je vis plusieurs groupes de soldats russes guidés par un soldat arménien, blême de colère et une cravache de fil métallique à la main, traînant deux vieux Turcs, âgés de plus de soixante dix ans, à travers les chemins défoncés et boueux. Je m'efforçais d'ammener les soldats à traiter ces vieillards plus humainement. Mais l'Arménien, qui commandait à la foule, brandissant sa cravache, s'avança vers moi en criant :

«Vous défendez ces gens-là, vous, hein? Eux nous assassinent et vous voulez les protéger!!. . .» D'autres Arméniens, qui s'y trouvaient, prirent son parti. Les soldats russes étaient tellement arrogants et insubordonnés à cette époque-là qu'ils battaient leurs officiers partout où ils les trouvaient, allaient même jusqu'à les tuer. J'étais en mauvaise posture; quand heureusement une patrouille parmi celles restées fidèles à leurs supérieurs, vint à passer en ce moment et sauva la situation. Les Arméniens se dispersèrent et les soldats russes cessèrent leurs insultes envers les deux vieillards.

Lors de la désagrégation des forces russes et de leur abandon des lignes de combat, on avait craint que les Arméniens, restés sur le front ou accourus vers cette région, ne se livrassent à des actes de sauvagerie sur les paysans turcs de l'arrière, avant que les troupes des autres nationalités n'aient eu le temps d'y arriver. Les notables arméniens donnèrent l'assurance formelle qu'une telle éventualité ne se produirait pas, qu'ils s'efforceraient d'établir une complète harmonie entre les deux éléments, qu'ils y réussiraient d'ailleurs, ajoutèrent-ils, et que les mesures en conséquence ont déjà été prises. On s'imagina dès lors que le calme et la tranquillité renaîtraient enfin, et effectivement au début, certains faits firent croire à ces assurances. Ainsi, on désinfecta et évacua pour ne plus les réoccuper les mosquées, transformées en casernes par les soldats russes. Des milices locales composées de Turcs et d'Arméniens furent organisées et les Arméniens demandèrent à hauts cris l'institution de cours martiales pour juger les coupables de pillage ou d'assassinats.

Mais on ne tarda pas à s'apercevoir dans la suite que tout ceci n'était que fraude et piège. Les Turcs qui s'étaient inscrits dans la milice s'en retournèrent bien vite, quand ils constatèrent que plusieurs de leurs camarades affectés aux rondes de nuit ne retournaient plus et ne donnaient plus signe de vie. Ceux que l'on envoyait travailler hors de la ville n'y rentraient pas non plus. La cour martiale qui avait finalement pu être constituée, craignant d'être

elle-même condamnée à mort, n'osait punir personne. Il résulta une recrudescence de cas de meurtre et de vol. Entre Janvier et Février, Békir Hadji effendi, une des figures connues d'Erzeroum, fut assassiné un soir chez lui par des pillards. Le commandant Oudichélidzé donna à ses subordonnés l'ordre de découvrir les assassins dans un délai de trois jours et réprimanda très sévérement les commandants des troupes arméniennes pour l'indiscipline de leurs hommes, qui dépassait toute limite. S'adressant ensuite à la classe éclairée de la population arménienne, il flétrit en termes amers les atrocités et le brigandage auxquels se livraient leurs conationaux envers les Turcs. Il mentionna le cas des Turcs que l'on envoyait dans les campagnes sous prétexte de les faire travailler aux routes et dont plus de la moitié ne rentrait plus, et ajouta que si les Arméniens désiraient être les maîtres des territoires occupés, ils devraient faire preuve de plus de moralité et s'abstenir de commettre des crimes qui souillaient la réputation de leur nation. D'autant plus qu'en ce moment où la guerre générale n'étant pas encore terminée et le Congrès de Paix n'ayant pas encore accepté et approuvé la cession de ces contrées aux Arméniens, ceux-ci, pour se montrer dignes à l'indépendance, devraient être plus respectueux de la justice et du droit. Les commandants arméniens et les représentants des Arméniens déclarèrent en réponse que les sauvageries d'une petite minorité ne pouvait entacher l'honneur de la totalité de leur nation, et ajoutèrent que cette minorité ne faisait que prendre la revanche des anciens méfaits commis par les Turcs; mais que les intellectuels arméniens s'efforçaient de les en empêcher et qu'ils délibéreraient sur l'adoption et la mise en exécution de mesures radicales propres à y parvenir.

Quelque temps après arriva la nouvelle du massacre des Turcs d'Erzindjan par les Arméniens. J'en appris les détails de la bouche même du commandant en chef Oudichélidze qui narra les faits comme suit :

«Le massacre fut organisé par le médecin et le fournisseur, et non par des bandes. Ne connaissant pas exactement le nom de ces deux Arméniens, il m'est impossible de les citer. Plus de huit cents Turcs sans défense et sans armes ont été assassinés. On creusa de grandes fosses que l'on remplit de cadavre des pauvres Turcs que l'on égorgeait comme des bêtes. Les Améniens les comptaient et on entendait dire: «Il n'y en a que soixante dix. La fosse peut en contenir encore dix. Egorgez !! . . .» Et l'on en égorgeaient encore dix pour combler le fossé que l'on recouvrait ensuite de

terre. Le fournisseur en personne se donna le plaisir féroce de fracasser une à une les têtes de quatre-vingts malheureux musulmans qu'il faisait sortir un à un de la maison où il les avait fait entasser préalablement.

Après le massacre d'Erzindjan, les Arméniens, munis d'armes les plus perfectionnés, commencérent à se retirer vers Erzéroum. Un officier d'artillerie russe qui, afin de couvrir sa ligne d'étape contre les attaques des Kurdes, s'était vu contraint de reculer avec quelques canons, s'était trouvé dans la nécessité de faire prendre position aux soldats Arméniens qui l'escortaient. Ceux-ci, qui n'y voyaient nullement leur compte, mirent un soir le feu à la maison où logeaient les officiers russes, dans l'intention de les annihiler, pendant qu'ils dormaient. Ceux-ci purent à grande peine se sauver. Plusieurs d'entre eux perdirent tous leurs effets.

«Le troupeau des bandes arméniennes, qui d'Erzindjan battaient en retraite vers Erzéroum, anéantissaient sur leur passage tous les villages musulmans avec leurs habitants. Nous avions engagé des charretiers kurdes parmis les indigènes pour le transport des voitures de l'étape et des munitions d'artillerie. C'étaient des gens paisibles et sans armes. Dès qu'ils approchèrent d'Erzeroum, les Arméniens profitant d'un moment où les officiers étaient rentrés chez eux, fondirent sur ces Kurdes et commencèrent à les assommer. Les officiers qui' aux cris de détresse de ces malheureux accoururent à leurs secours, furent menacés du même traitement et contraints par les armes de s'abstenir de toute intervention pendant que le massacre suivait sauvagement son cours».

Le lieutenant d'artillerie Medivani rapporta publiquement, au casino des officiers d'artillerie russes d'Erzéroum, le fait suivant dont il fut témoin :

«Un Arménien avait assommé un de ces charretiers kurdes; celui-ci n'avait pas encore expiré et gisait à terre, la face en l'air, agonisant. L'Arménien volut introduire dans la bouche du Kurde un gourdin dont il était porteur. N'y parvenant pas, par suite du rictus du moribond, il l'acheva à coups de pied sur le ventre.»

Oudichélidzé raconta que les Turcs d'Ilidja qui n'avaient pu s'enfuir, furent tous massacrés. Il ajouta avoir vu de ses propres yeux plusieurs cadavres d'enfants décapités à coups de hâche.

Le lieutenant colonel Griaznof revenu d'Ilidja le 26 Février, trois semaines après les massacres, raconta avoir rencontré sur les routes

conduisant aux villages un grand nombre de cadavres mutilés, sur lesquels, chaque passant arménien blasphémait et crachait. Dans la cour de la mosquée, large de 12 à 15 sagènes, on avait entassé des cadavres jusqu'à une hauteur de deux archines. Il y avait dans le tas des vieillards, des enfants, des hommes et des femmes de tout âge. Les cadavres des femmes portaient sur elle des signes manifestes de viol, et on avait introduit dans les organes génitaux de plusieurs d'entre elles des cartouches de fusil. Le lieutenant-colonel Griaznof fit venir dans cette cour quelques-unes des jeunes Arméniennes qui servaient de téléphonistes dans les rangs arméniens et, en guise de reproches, leur dit, en leur montrant les cadavres, de se glorifier des exploits de leurs conationaux. Il croyait les toucher par ces paroles. Quel ne fut son étonnement et son dégoût lorsqu'il vit au contraire ces jeunes filles rire de joie à ce spectacle ! Il les en réprimanda avec toute la force de son indignation leur disant que les Arméniens et même leurs femmes étaient un des peuples les plus vils et les plus sauvages, et qu'elles mêmes, ces jeunes filles, passant pour instruites et bien élevées, en donnaient la preuve en se mettant à rire devant cet horrible tableau de barbarie qui le faisait frémir, lui, un officier qui a vu si souvent de près la guerre et ses misères. Ces observations rappelèrent un peu aux convenances les jeunes filles qui, tout en prétendant que leur rire provenait d'un état nerveux, ne purent cependant pas dissimuler leurs instincts sanguinaires.»

Un Armènien, fournisseur du commandement de l'étape d'Alaja, raconta en parlant des atrocités commises dans cette ville le 27 février, que les Arméniens avaient cloué. une femme vivante au mur. Ils lui arrachèrent ensuite le cœur qu'ils suspendirent sur sa tête ! !

Le premier grand massacre d'Erzéroum avait commencé le 7 février. Des artilleurs ramassèrent dans les rues deux-cent soixante-dix personnes et après les avoir complètemment dépouillées, les enfermèrent dans le bain de la caserne dans le but de les assassiner. Au prix d'efforts extraordinaires, je parvins à en sauver à peine une centaine. On prétendit avoir précédemment relaché les autres en apprenant que leur arrestation avait été portée à ma connaissance. L'organisateur de ces actes était une brute du nom de Caragodoyef, sous-officier dans les rangs des fantassins arméniens, attachés au corps d'artillerie. Ce même jour quelques Turcs avaient été tués dans les rues.

Le 12 février des Arméniens fusillèrent à la station du chemin de fer d'Erzéroum plus de dix Musulmans paisibles et non armés,

et ils menacèrent de mort les officiers russes qui tentaient de défendre et protéger ces malheureux. A ce moment-là j'avais emprisonné un Arménien que avait tué un Turc innocent. Le commandant général avait ordonné la formation d'une cour martiale pour juger le cas. D'après l'ancienne loi, tout coupable de crime devait être exécuté. Lorsqu'un officier arménien fit savoir au prisonnier qu'il expierait son forfait par la pendaison, celui-ci cria en s'emportant : «Où a-t-on jamais vu un Arménien être pendu pour un Turc !»

Les Arméniens ont incendié le bazar turc d'Erzéroum. Le 17 février j'appris que hommes, femmes et enfants, toute la population de Tépé-Keuy, village compris dans la zone de notre régiment d'artillerie, avait été complètement assassinée. Le même jour, Antranik étant arrivé à Erzeroum, je lui parlai de ce massacre, lui demandant d'en découvrir les auteurs. J'ignore encore ce qui en est résulté.

Antranik avait promis aux officiers d'artillerie dans leur casino que l'ordre et la discipline seraient bientôt rétablis. Mais cette promesse ne s'est nullement réalisée bien que le Gouvernement de Transcaucasie eût délégué Antranik et le Docteur Zavrief à Erzeroum spécialement dans ce but. En ville, le tumulte diminua jusqu'à un certain point et la tranquillité revint naturellement dans les villages où il ne restait plus d'habitants en vie. Mais lorsque les opérations militaires rapprochérent les Ottomans d'Ilidja, les Arméniens recommencérent à emprisonner les Turcs d'Erzéroum et les 25 et 26 février surtout, les arrestations atteignirent de très vastes proportions. La nuit du 26 au 27, les Arméniens trompant la vigilance des officiers russes, se livrèrent encore à des massacres, mais prirent ensuite la fuite par peur des soldats turcs. Ces massacres n'étaient point du tout accidentels, mais au contraire réguliérement organisés, de telle sorte que, ceux qui n'avaient pas été précédemment arrêtés, le furent ultérieurement; tous furent ensuite mis à mort un à un. Les Arméniens déclaraient, eux-mêmes, avec orgueil, avoir massacré, ce soir-là, trois mille personnes. Ceux d'entre eux qui s'occupaient de la défense de la ville étaient si peu nombreux qu'ils ne purent résister à deux canons et mille cinq cents soldats turcs et s'enfuirent. Mais le nombre des personnes qu'ils avaient assassinées ce soir-là était très élevé. Les notables arméniens étaient parfaitement à même d'empêcher le massacre. Le fait de ne l'avoir pas fait prouve qu'ils y étaient impliqués autant que les bandits, car, la basse classe arménienne est excessivement obéissante et se soumet sans objection aux ordres de ses supérieurs et particulièrement des

personnages plus ou moins en vue. Mon régiment dont tous les officiers étaient russes se composait entièrement de soldats arméniens. Nous n'avions aucun pouvoir en main pour sévir contre ceux-ci et pourtant nous parvenions toujours à faire exécuter nos ordres. Ces soldats n'ont jamais pu commettre ouvertement un crime et même la nuit du massacre, malgré qu'il n'y eut qu'un officier russe de service dans la caserne où se trouvait le matériel roulant du régiment, aucun des charretiers kurdes ne fut tué. Il est en outre à remarquer qu'autour d'une quarantaine de ces charretiers kurdes sans armes, il y avait plusieurs centaines d'artilleurs arméniens et que malgré ça, aucun Musulman ne fut molesté.

Je ne veux pas prétendre que tous les intellectuels arméniens, sans distinction, aient trempé dans ces crimes. Non! et j'en ai rencontré qui blâmaient ces atrocités et reconnaissaient que la voie choisie n'aboutisait qu'à une impasse. On en a même vu qui se sont opposés aux massacres non seulement par des paroles mais aussi par des actes. Mais ceux-ci ne constituaient qu'une infime minorité et étaient considerés comme contraires à la réalisation de l'idéal national. Ils ont été toujours honnis par la grande majorité des sauvages arméniens.D'autres qui, en apparence se montraient contraires à tout crime ne se sont pas fait scrupule de se livrer en secret au massacre, dès qu'ils en ont vu l'occasion.

Aux reproches que les russes leur adressaient certains parmi ces Arméniens gardaient un silence absolu. D'autres répondaient en ces termes : «Vous êtes russes et vous ne pourrez jamais concevoir l'idéal arménien.»

Aux reproches et reprimandes qu'on leur adressait au sujet des massacres de Turcs quelques Arméniens répondaient: «Les Turcs n'agissent-ils pas de la même façon pour nous anéantir? Que faisons-nous si ce n'est que la revanche !»

Ces individus ne sentent jamais un remords. La conscience humaine est créée pure comme cristal et elle doit se conserver telle.

Les événements ci-haut relatés, met clairement en évidence, l'idéal de la nation arménienne et de ses penseurs. Personne ne

peut prétendre faire passer comme n'étant pas advenus, des faits qui se sont clairement manifestés. Les arméniens ont semé le vent, oubliant que ceux qui sèment le vent récoltent la tempéte. !!

Commandant ad interim provisoire
de la position de Dévé-Boynou
(forteresse d'Erzéroum)
et commandant du deuxième régiment
d'artillerie de forteresse
d'Erzéroum
Lieutenant Colonel
TWERDO KHLEBOF

Erzéroum, le 16 Avril 1918.


MAY
14
1981